

CODESRIA

**RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE ET LUTTE CONTRE
LA PAUVRETE AU SENEGAL**

**RAPPORT PRESENTE PAR
Penda Mbow & Ben dianko Mbaye**

Janvier 1999

SOMMAIRE

Sigles et Abréviations	4
Résumé exécutif	6
Introduction	8
Chapitre I : L'analyse des sources	13
1. Les documents produits et études commanditées par le gouvernement et les institutions du pays	13
3. La contribution de la société civile, à travers surtout l'action des organisations non-gouvernementales (O.N.G).....	17
Chapitre II : De la réalité de la pauvreté au Sénégal	22
1. Contexte d'émergence du phénomène pauvreté	22
2. Définition de la pauvreté	24
3. L'état de la pauvreté au Sénégal.	25
4. Le phénomène du Goor Goorlu ou la perception que le pauvre a de sa condition. Leçons d'une enquête.....	28
5. Les manifestations des tendances lourdes sur la pauvreté	31
6. Typologie des pauvres	35
7. La contribution du gouvernement sénégalais	37
Chapitre III : Identification et rôle de la société civile sénégalaise	39
1. De l'actualité du débat sur la <i>Société Civile</i> au Sénégal.	39
2. L'émergence d'une société civile globale	43
a. <u>L'archéologie du concept</u>	43
b. <u>Les caractéristiques générales</u>	45
c. <u>Les éléments précurseurs de la société civile sénégalaise</u>	46
d. <u>Les organisations directement impliquées dans la lutte contre la pauvreté</u>	48
3. Les défis de la société civile sénégalaise.	53
a. <u>Au plan politique : asseoir une démocratie véritable</u>	53
b. <u>Au plan social : aider à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté</u>	55
c. <u>Au plan économique</u>	60
d. <u>Au plan culturel</u>	60
Chapitre IV : Quelle perception de la pauvreté par la société civile?	62
1. Définition d'un champ d'intervention de la société civile	62
a. <u>Bilan de l'action des ONG</u>	63
b. <u>Les stratégies mises sur pied par d'autres organisations de la société civile</u>	68

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGETIP	:	Agence Générale d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public.
ACDEV	:	Action et Développement.
ASC	:	Association Sportive et Culturelle.
B. M.	:	Banque Mondiale.
CENI	:	Commission Electorale Nationale Indépendante.
CONGAD	:	Conseil des Organisations Non-Gouvernementales d'Appui au Développement.
DPS	:	Direction de la Prévision et de la Statistique.
D.S.A.	:	Dimensions Sociales de l'Ajustement.
EMCV	:	Enquête sur la mesure des conditions de vie.
ERM	:	Evaluation Rapide en milieu rural.
ESAM	:	Enquêtes Sénégalaises auprès des Ménages.
ESP	:	Enquête sur les priorités.
G.I.E.	:	Groupement d'Intérêt Economique.
GRS	:	Groupe de Réflexions Stratégiques.
HCR	:	Haut Commissariat aux Réfugiés.
IB	:	Initiative de Bamako.
LD/ MPT	:	Ligue Démocratique. Mouvement pour le Parti du Travail.
MEFP	:	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.
MFEF	:	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé.
ONCAD	:	Office National de Commercialisation des Arachides.
ONEL	:	Observatoire National des Elections.
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale.
PAM	:	Programme Alimentaire Mondiale.
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel.
PIB	:	Produit Intérieur Brut.
PIT	:	Parti de l'Indépendance et du Travail.
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le développement.
PS	:	Parti Socialiste.

RESUME EXECUTIF

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en relation avec le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales (CODESRIA) a entrepris en place un programme de renforcement de la société civile pour la réduction de la pauvreté dont l'un des volets les plus importants est la mise sur pied d'un observatoire des tendances et dynamiques sociales confié au CODESRIA. L'entreprise confiée au CODESRIA débute par une étude portant sur l'état des lieux de la littérature disponible sur la pauvreté et la réalité de la société civile au Sénégal.

Appréhender le phénomène de la pauvreté à partir des documents et même d'une recherche empirique sur l'intériorisation du phénomène par les populations n'est pas très difficile, en raison de son ampleur. Il n'en est pas de même du concept de « société civile » qui a connue une réactualisation ces dernières années. Dans la quasi totalité des pays du sud. C'est dans un tel contexte que l'on assiste en Afrique des programmes centrés sur la société civile.

Au Sénégal, la société civile est une réalité historique. La médiation de certaines confréries religieuses comme le mouridisme et la tidjanya ainsi que l'émergence d'un mouvement syndical revendicatif ont constitué l'expression d'une « société civile » qui défend les intérêts et les préoccupations des citoyens. Seulement, le caractère aigu de la crise économique, rend au concept société civile toute sa pertinence. Mais une interrogation de taille s'impose : Quel contenu lui donner aujourd'hui et comment mesurer son étendue, l'efficacité et ses actions ? C'est là que gît toute la difficulté de procéder à une corrélation entre société civile et lutte contre la pauvreté.

L'exploitation des sources et études d'origine diverse permet de déterminer que c'est à la suite des dures années 70 qui engendra un essoufflement de l'économie sénégalaise et son corrélaire, la baisse du pouvoir d'achat des populations et la paupérisation de plus en plus marquée des populations, enfin la dévaluation du franc CFA. Le gouvernement du Sénégal avec l'appui des bailleurs de fonds, a défini des politiques tendant à soulager voire réduire la misère.

Mais cette dernière au lieu de reculer, gagne plutôt en ampleur. Or, l'Etat connaît des

INTRODUCTION

Dans la lutte contre la pauvreté, le **Programme des Nations Unies pour le Développement** (PNUD), en relation avec le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA), a lancé l'idée d'un *Observatoire, société civile/ lutte contre la pauvreté*. Le choix du CODESRIA n'est pas fortuit et se trouve abondamment explicité dans le document opérationnel.

Le CODESRIA, y lit-on, "is most probably the leading panafrikan institution which has generated the largest amount of research work on civil society, social development in Africa. CODESRIA's networks cover the whole of the Continent and the Council has a lot of experience in co-ordinating multinational complex regional programmes. In this connection, one of the main objectives that CODESRIA has set itself for the five next years is to link research more closely to the emerging African civil society, not only by defining a new research agenda where civil society features prominently, but also by making research results more accessible to civil society, and by initiating participatory research projects with civil society organisations." Ce qui explique que l'Observatoire doit aider les organisations de la Société Civile à s'approprier les résultats de la recherche touchant à la pauvreté et les mécanismes qui contribuent à son extension.

Cette idée d'Observatoire, il faut l'admettre, s'inscrit dans un cadre beaucoup plus global qui porte sur les "Futurs Africains". Il s'agit pour le **Programme des Nations Unies** d'établir un dialogue approfondi sur l'avenir et la création d'un consensus national autour d'un ensemble de questions-clés placées au centre du développement à long terme. La bonne gouvernance, une croissance économique durable et mieux distribuée, l'intégration dans la région et dans l'économie mondiale sont quelques unes des questions-clés pour le PNUD.¹

La définition de cinq éléments considérés comme majeurs par le PNUD, fait de la Société Civile, un acteur principal de la lutte contre la pauvreté. Effectivement, la réflexion stratégique à long terme dans la gestion du développement, la nécessité d'une vision partagée,

¹. Cf. Futurs Africains. Quelques repères. PNUD 1997. p7.

Lorsque le débat sur la CENI a été lancé après les élections municipales et rurales de novembre 1996, la définition du concept *Société Civile*, les contours de l'idée ont suscité beaucoup d'intérêt chez l'ensemble des acteurs de la vie politique et sociale mais cette réalité est insuffisamment théorisée et constitue une nébuleuse pour la plupart des Sénégalais. Il faut admettre que le "concept Société civile" n'est pas bien pris en compte par la littérature sur l'économie politique en Afrique⁴, surtout dans les pays de tradition francophone comme le Sénégal. Pourtant, on doit accorder un peu plus d'attention à la société civile car comme, on peut le montrer l'idée de société civile a accompagné l'émergence de l'Etat-nation dans l'ère moderne. De nos jours, la société civile en Afrique, constitue à la fois la clé et l'expression de la crise profonde que vivent les sociétés. Comment résoudre les conflits ethniques et restaurer l'Etat africain en crise, par exemple ?

Une chose est évidente, la renaissance politique de l'Afrique ne peut pas s'effectuer sans l'implication des populations. Mieux, l'environnement international issu de l'après guerre froide l'exige de plus en plus; les bailleurs de fonds en général, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, en particulier, ont lancé l'idée de libéralisation à la fois économique et politique. Ce qui signifie pour les Africains, un multipartisme intégral, des élections transparentes, libres et démocratiques et une économie de marché.

Seulement appréhender la société civile s'avère un exercice difficile en raison de la faiblesse de la théorisation autour du concept par les sciences sociales en Afrique, comme on l'a déjà souligné. Comment déterminer l'importance et l'impact des différentes conceptions sur la Société civile dans l'espace sénégalais ? On avancera quelques tentatives de réponses même s'il faut admettre que la notion de société civile a fait irruption récemment au Sénégal⁵.

⁴ - Civil society and the state in Africa. Edited by John W. Harbeson, Donald Rothchild, Naomi Chazan. London 1984.

⁵ - Des synthèses sur la société civile au Sénégal sont quasi-inexistantes, même si on peut trouver des articles sur des questions précises. Ainsi dans :

Between State and Civil Society in Africa. Edited by Eghosa Osaghae, CODESRIA. Dakar 1994. Abdoulaye Bathily traite de l'évolution de l'Etat dans l'Afrique de l'Ouest. Sa perspective historique, sur la longue durée, ne lui donne pas le temps de se consacrer à une analyse de la société civile. Tandis que dans African Studies in Social Movements and Democracy edited by Mahmood Mamdani and Wamba-dia-Wamba, CODESRIA 1995, A. Bathily, M. Diouf et M. Mbodj s'y intéressent à un segment de cette société civile, les étudiants. C. Coulon et D. Cruise O'Brien ont consacré de nombreuses études à la confrérie Mouride mais pas dans

fait que la pauvreté est un phénomène cumulatif."

Seulement, on pense qu'il ne faut, uniquement réduire la pauvreté à sa seule dimension économique car elle renferme aussi une dimension sociale, culturelle. Ainsi, il est illusoire de comprendre la mendicité au Sénégal sans tenir compte de l'aspect religieux et mystique du phénomène.

L'étude de la pauvreté constitue un exercice difficile car quelle que soit la méthode utilisée, de nombreux problèmes se posent : la définition du niveau de vie minimal, le critère de classement des ménages, le choix d'un indice numérique de la pauvreté et la discussion de sa pertinence, le niveau de fiabilité des indicateurs utilisés pour mesurer les revenus ou les dépenses.

En outre, toute analyse sur la pauvreté doit tenir compte du système de stratification sociale fondé sur les castes et les ordres mais aussi les nouvelles stratifications observables dans les centres urbains, sur les phénomènes de mobilité sociale d'une génération à l'autre, la fiabilité des statistiques, l'importance du secteur informel.

Comment concilier la prise de conscience de cette société civile en gestation et la nécessité de s'approprier, de sa part, toute la réflexion autour de la pauvreté et l'exigence fondamentale de l'éradiquer, l'unique voie d'éviter une explosion sociale? La nouvelle démarche du Programme des Nations Unies, en collaboration avec le CODESRIA, alliant recherche et action semble novatrice et porteuse de changements.

Après une analyse des sources, l'organisation du travail tournera autour de trois axes :

- La contribution de la société civile face à la pauvreté passe par une analyse de la réalité de la pauvreté au Sénégal par la société civile. On insistera sur le contexte d'émergence et les caractéristiques de la pauvreté au Sénégal avant de tenter de cerner ce qu'est la société civile. La question des actions initiées, celle des stratégies mises sur pied et des moyens y seront évoqués.
- L'évaluation de la contribution de la société civile dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. La dispersion et l'absence de coordination de l'intervention de la société constituent les points faibles de la société civile même si on ne peut pas nier l'existence d'un certain nombre d'acquis.

quartiers de l'agglomération dakaroise, depuis 1996.

Le Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (MEFP) à travers sa direction du plan, a produit un excellent document de synthèse intitulé : *Programme de lutte contre la pauvreté. Stratégies et éléments de programme d'actions*. Le caractère récent de ce texte, puisqu'il ne date que de décembre 1997, fait son intérêt; en outre, il nous présente les données les plus actuelles sur la question.

Le Groupe de Réflexion Stratégique (GRS) du Ministère de l'agriculture a produit, lui aussi, un volumineux rapport sur la pauvreté rurale au Sénégal : diagnostic et stratégie de lutte⁷. Selon les auteurs, *il s'agit d'un travail empirique consistant à systématiser le vécu des groupes vulnérables après les avoir identifiés. La pauvreté rurale y est perçue comme un effet pervers de la politique agricole et du manque de performance de l'agriculture.*

2. Les études issues des milieux des bailleurs de fonds

Certains bailleurs de fonds comme le PNUD, la Banque mondiale, l'USAID, l'UNICEF, ont dégager des stratégies en vue d'affiner leurs actions dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Au Sénégal, la prise de conscience de la nécessité de mener des études sur la pauvreté provient essentiellement des organisations internationales. Elle date des années 80. La Banque mondiale se distingue par le caractère prolifique de sa production *littéraire*. La nature double de ses documents est attestée par :

- l'existence d'études ayant trait à une approche globale de la politique de la Banque mondiale en Afrique, tel le document portant sur une stratégie et un programme d'action définissant un partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique. Dans ce rapport adressé au Président de la Banque mondiale en 1996, les gouverneurs africains de la Banque regrettent la faiblesse relative de la société civile en Afrique. Parmi les causes, ils citent le manque d'ouverture des gouvernements qui impliquent rarement la société

⁷. Ce rapport paru en juillet 1997 est préparé par :

- Abdou Salam Fall, sociologue, Coordinateur scientifique
- Amadou Ba, Statisticien/Démographe
- Mamina Ndiaye, Agro-économiste
- Elhadji Ibrahima Sall, Macroéconomiste

ne permettent pas de saisir la dynamique de la pauvreté urbaine. Et bien qu'intervenant sur beaucoup de plans, l'E.S.P ne permet pas de mesurer l'impact des PAS sur les groupes vulnérables et encore moins sur l'évolution des indicateurs de pauvreté⁹ en l'absence de données que l'ESAM aurait du produire. L'E.S.P a concerné un échantillon de 10 000 ménages, le pays a été divisé en deux zones (urbaine et rurale).Par ailleurs, certains chercheurs regrettent que *la non disponibilité même au niveau des services compétents, du rapport méthodologique de l'enquête ne permette pas de faire des commentaires approfondis sur les résultats publiés.*

En plus, les informations disponibles sur l'état nutritionnel des populations sont fragmentaires et n'offrent pas le niveau de précision souhaité. La raison est qu'elles n'ont pas été élaborées en fonction d'une connaissance exacte de la pauvreté. Cette lacune s'est probablement corrigée avec la publication des résultats définitifs de l'EDS en 1992 et de l'ESP. Cette dernière étude propose d'approfondir l'analyse de l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois. La Banque mondiale estime à 2400 calories la ration normale par adulte et par jour.

Pour revenir à l'orientation de la Banque mondiale, les volets éducation et santé restent les parents pauvres de ses préoccupations. Néanmoins à partir de 1997, face aux critiques par rapport à la pertinence des PAS, au coût social élevé de l'ajustement structurel, la Banque mondiale va tenter de réorienter, un peu, son approche en commanditant des études sur le volet social ; et c'est dans ce cadre qu'il faut situer le texte du sociologue Alfred Inis Ndiaye¹⁰ qui à partir d'une analyse du contexte, définit un cadre pour la poursuite des réformes et lutte contre la pauvreté.

Le PNUD, quant à lui, a adopté une toute autre démarche en insistant sur la nécessité d'une collaboration de tous les acteurs du développement que sont les organisations politiques, les organisations non-gouvernementales, les institutions gouvernementales et les bailleurs de fonds. Parmi les documents du PNUD, on note une série d'études portant sur la pauvreté dans

⁹ - Les indicateurs principaux sont l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le revenu par tête d'habitant. Tout le long du document, on donnera toutes les informations utiles.

¹⁰ - Alfred Inis NDIAYE, Poursuite des réformes et lutte contre la pauvreté. Analyse du contexte social. Banque Mondiale. Juillet 1997.

gouvernementales d'appui au Développement (CONGAD), en 1996.

ENDA¹⁴ a réalisé des travaux dans certains quartiers de Dakar. En outre, des études universitaires sont disponibles mais, peu de travaux constituent des synthèses portant sur la composition sociologique de la ville. Penser un programme de lutte contre la pauvreté, pour reprendre Momar Coumba Diop, sans faire référence aux rapports de force domestiques dont la particularité évidente est de ne pas être figé, à la compréhension que les pouvoirs publics ont de ces questions, aux mécanismes socio-politiques qui les soutiennent, aux initiatives socio-politiques susceptibles de transformer la configuration¹⁵

4. La presse écrite

La dernière source, la plus directe, la plus abondante se trouve être la presse écrite. Elle est riche en articles qui traitent de la question de la société civile ainsi que de la situation de la pauvreté au Sénégal. Ainsi, on a découpé tous les articles des trois dernières années ayant trait à la problématique : société civile, lutte contre la pauvreté.

Il faut commencer par signaler qu'il n'existe pas dans la presse de dossier de fond qui traite de la contribution de la société civile dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ou de la société civile de façon exhaustive. Les deux questions sont abordées de façon disparate dans des comptes rendus de journalistes mais aussi des contributions des lecteurs ; on peut avancer que la prise de conscience des deux phénomènes est réelle.

A travers les articles des différents quotidiens et hebdomadaires sénégalais, on peut découvrir la situation alarmante des pauvres aussi bien en ville qu'en campagne. Les causes de la pauvreté, son vécu par les populations dans les centres urbains, les stratégies de survie des pauvres, des thèmes aussi divers sont abordés dans la presse.

¹⁴ On peut citer parmi les documents produits par ENDA:

- Pauvreté et environnement en Afrique : que faire ? Dakar-ENDA; mai 1991-11p
- Engelhard P., Sokona Y., Ben Abdallah P., Pauvreté et environnement en Afrique : esquisse d'un diagnostic et d'une stratégie. Dakar.

Pour les autres études, cf. bibliographie.

¹⁵ LA lutte contre la pauvreté...sous la direction de Momar Coumba Diop, p 41.

d'application.

Dans cette enquête sont ciblés trente trois (33) organisations¹⁶. Quinze ONG, GIE de jeunes et de femmes ont été effectivement visitées par les membres de la cellule d'analyse. Pour les autres, en raison des difficultés matérielles (temps, membres de l'équipe limités à deux personnes, moyens matériels), on s'est contenté des résultats trouvés dans les différents documents. L'équipe s'est, aussi, appuyée sur la tradition orale en examinant le contenu de certains proverbes.

En résumé, pour aborder les contours de la société civile, on peut dire que la démarche méthodologique a consisté en une recherche documentaire comme on vient de le démontrer. Ce qui nous a permis d'identifier diverses expériences en cours ou ayant déjà été menées. Cela a concerné des programmes ou projets centrés sur la lutte contre la pauvreté. Les aspects suivants sont mis en relief dans les études :

- Description de l'expérience pour saisir la substance de l'innovation en insistant : sur le titre du projet, sa localisation, les populations couvertes, les cibles primaires, les systèmes d'activités actuelles et antérieures, la situation socio-économique du milieu avant et après, les initiateurs, le coût global sur le plan matériel et financier.
- Analyse de l'expérience en distinguant les aspects majeurs novateurs ; la contribution de l'expérience à la lutte contre la pauvreté en donnant des indicateurs objectivement identifiables tels les principes de réussite, la

¹⁶ - Les trente trois organisations se répartissent comme suit :

Quize ONG :

- 10 ONG travaillent dans la région de Dakar
- 02 ONG travaillent dans la région de Kaolack
- 01 ONG travaille dans la région de Louga.

Sept GIE :

- 03 dans la région de Dakar
- 02 dans la région de Kaolack
- 02 dans la région de Thiès
- 01 dans la région de Louga

Onze A.S.C

- 05 dans la région de Dakar
- 03 dans la région de Kaolack
- 02 dans la région de Louga
- 01 dans la région de Thiès

CHAPITRE II : DE LA REALITE DE LA PAUVRETE AU SENEGAL

Pour lutter contre la pauvreté, il existe un certain nombre de données, d'éléments et de concepts que les organisations et associations de la société civile doivent maîtriser et s'approprier pour que leurs actions puissent être efficaces. Appréhender le phénomène de la pauvreté s'est avéré comme une tâche assez difficile dans l'ensemble des études consultées. Les paramètres d'évaluation de la pauvreté, l'évolution économique, la dichotomie monde rural/monde urbain, le caractère de l'économie sénégalaise scindée entre secteur contrôlé par l'État fonctionnant selon les plans quinquennaux de développement et secteur dit informel - refuge de quelques urbains dotés d'esprit d'entreprise ou de ruraux voulant rejoindre le monde urbain- rendent complexe l'analyse de la pauvreté.

1. Contexte d'émergence du phénomène pauvreté

Les crises économiques et sociales des années 70, la dégradation de l'éco-système et la sécheresse ont précipité l'essoufflement de l'économie; ce qui a accéléré la cassure de l'économie avec le gonflement du secteur informel.

Sous la conduite de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, l'État du Sénégal se met à élaborer des politiques de sortie de crise dites politiques d'ajustements structurels, conçues par les institutions financières internationales comme politiques de rétablissement des grands équilibres macro-économiques et de relance de la croissance. Les années 80, avec leur cortège de compressions de personnels, de fermeture d'entreprises (SOCOSAC, SAPEM, etc.), de sociétés publiques, parapubliques (ONCAD, SONAR, etc.) et de déperditions scolaires, sont les années du développement sans précédent du secteur refuge de l'informel. L'État dégraissait la fonction publique et avait pris la décision de ne plus recruter dans cette fonction publique, jusque là, principal pourvoyeur d'emplois modernes du pays. Cela a eu pour conséquence de l'augmentation vertigineuse des demandeurs d'emplois à côté de la chute effroyable des offres d'emplois.

Seulement la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 va accentuer le phénomène de

3,8% l'an entre 1979 et 1983, il est tombé à 2,6% entre 1984 et 1988 puis à 1,7% entre 1989 et 1992. Depuis la dévaluation du franc CFA, le taux de croissance tourne autour de 4,7 à 5,6%¹⁸ seulement. Cet ensemble de facteurs a contribué à l'installation de la pauvreté au sein de la société sénégalaise. Mais c'est un véritable défi que de réfléchir sur l'état de la pauvreté au Sénégal.

2. Définition de la pauvreté

Pour appréhender le phénomène de la pauvreté, certains concepts-clés comme l'utilité, le bonheur, l'épanouissement et le bien-être individuels, le seuil de pauvreté, le bien-être collectif et le développement socio-économique entrent dans la définition de la pauvreté. Seulement on peut adopter l'approche proposée par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan dans le document intitulé : Programme de lutte contre la pauvreté¹⁹, pour qui, *le concept de pauvreté recouvre l'ensemble des privations qui affectent un être humain.*

Seulement, la définition de la pauvreté doit prendre en compte le défi pour élaborer de meilleurs politiques et programmes visant à réduire la pauvreté. Ce défi est triple lorsqu'il s'agit de promouvoir le développement socio-économique :

- Il s'agit, d'abord, d'améliorer en termes sociaux et de coûts, l'efficacité des efforts de développement social.
- Puis, la prise en charge sur le plan scientifique par les économistes, de la façon de refléter les aspirations humaines ; cette question renferme des dimensions éthiques importantes.
- Enfin, comment rechercher, définir, mesurer et appliquer les conceptions du développement humain et du bien-être au monde réel ?

Les organisations comme la BM continuent à prendre des décisions en matière de développement socio-économique basé essentiellement sur le revenu monétaire. Or, les experts

¹⁸- Ces chiffres très récents proviennent du document de la Banque Mondiale : Sénégal Stratégie. Avril 1998, p 4.

¹⁹- MEF, Direction de la planification : Programme de lutte contre la pauvreté. Stratégies et éléments de programme d'actions. Décembre 1997.

documents officiels, par conséquent, on ne peut que s'en tenir à elles. Il n'est même pas dans l'intérêt du PNUD et du CODESRIA de se lancer dans de nouvelles enquêtes pour trouver un remède à un mal suffisamment visible et vécu, c'est la raison pour laquelle, on peut mettre en exergue, les tendances les plus importantes en compulsant les chiffres disponibles.

A l'état actuelle de la réflexion et pour des raisons d'objectivité, le paramètre principal pour appréhender la pauvreté reste le niveau de revenu. Les résultats de l'enquête sur les priorités (ESP) font apparaître des indications intéressantes.

Ainsi " il en ressort que 30 % des ménages vivent en dessous du seuil de la pauvreté, si celui-ci est défini comme la dépense nécessaire à l'acquisition de 2400 calories par jour et par personne dans le ménage. Suivant cet indicateur, 75% des ménages pauvres sont localisés en milieu rural et 58% des ménages ruraux sont pauvres."

Toujours en s'appuyant sur l'ESAM, on peut attester "de la modestie du pouvoir d'achat au Sénégal puisque près de la moitié des Sénégalais (46,6) se contentent d'une dépense moyenne par an inférieure à 100 000 f CFA, soit 273 par jour et par personne consacrée à la fois à la nourriture, l'habillement, la santé, l'éducation, les loisirs. Tandis que seuls 1,8 % de Sénégalais dépensent plus de 600 000 f CFA par an, soit 1643 par an et par personne pour les mêmes besoins.

On peut regretter le fait que " plus de la moitié de ces maigres ressources dont disposent les Sénégalais soit consacrée aux dépenses alimentaires (53,2%) tandis qu'en ce qui concerne les dépenses non alimentaires, les Sénégalais déboursent plus pour s'habiller que pour leur santé et leur éducation." Un des grands problèmes auxquels se trouve confrontée la société sénégalaise est celui de l'épargne domestique qui doit financer une partie du développement. Même s'il arrive que de grosses fortunes se constituent, les partages successoraux résultants de mariages polygames et d'une progéniture nombreuse, finissent toujours par avoir raison d'elles. Les comportements de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie traduisent, souvent, une mentalité de sous-développé, fondée sur l'ostentation, le gaspillage et les dépenses improductives. Ainsi les cadres supérieurs sont les plus dépensiers parmi les Sénégalais;" dans

d'adduction d'eau, 61% utilisant l'électricité et 54% des ménages occupant des logements qui ne leur appartiennent pas. Cette situation est fortement corroborée par l'enquête ESP qui indique que 40% de la population urbaine dispose d'un revenu annuel monétaire moyen en dessous de 655.000 F CFA. Elle se trouve, aussi, aggravée par une mauvaise répartition des ménages pauvres à travers le pays. Effectivement, on peut noter un contraste entre les villes (moins de 17%) et les zones rurales (plus de 40%) et de très fortes disparités entre les villes. La région de Dakar, où sont concentrés l'essentiel des infrastructures du pays (plus de 80%), a vu l'arrivée massive d'hommes, de femmes et d'enfants, fuyant la misère qui s'installaient dans certaines contrées principalement (Fouta, Ferlo, Baol, Saloum, etc.). Cette affluence de population dans une ville trop étroite et qui n'était pas du tout préparée à les recevoir, a bidonvillisé Dakar. La ville de Dakar concentre à elle seule, plus de 50% des pauvres en milieu urbain.

De façon globale, on peut dire que ces bidonvilles sont habités par des ouvriers licenciés, des ruraux, des fonctionnaires à faible revenus et autres chômeurs. Ces quartiers symbolisent la progression de la misère avec comme corollaires, la malnutrition, l'absence d'hygiène, d'eau, d'électricité, d'infrastructures sanitaires et scolaires, la promiscuité, la délinquance, sans oublier la criminalité, qui devient un phénomène croissant.

La population marginalisée qui habite dans ces quartiers, pour faire face à la dégradation des conditions de la vie, a développé toute une série d'initiatives lucratives pour s'entretenir et échapper à la misère. C'est le monde qui articule et organise tout le *désordre* que crée cet état de fait qu'il convient de nommer secteur informel, qui, en réalité, constitue un refuge contre la pauvreté et une volonté de lutte pour ne pas sombrer dans l'abîme de la dissolution totale. Pour mieux appréhender le phénomène de la pauvreté, il est nécessaire de faire appel à la mémoire collective des populations qui est très riche en enseignements.

4. Le phénomène du Goor Goorlu ou la perception que le pauvre a de sa condition.

Leçons d'une enquête.

entièrement à l'analyse de Daouda Diop car Goor Goorlu symbolise l'écartèlement du Sénégalais moyen enserré dans l'étau des traditions et valeurs archaïques et les exigences d'un monde moderne devenu impitoyable. *"Avec son personnage rustique, malmené dans tous les sens et à la recherche du minimum (500 f CFA) pour assurer sa dépense quotidienne, et qui à chaque fois, trouve la bonne occasion pour participer à des activités sociales impliquant bien sûr des dépenses (fêtes, cérémonies familiales, rentrée des classes, etc.) Goor (nom de l'Héros de la bande dessinée) se trouve toujours impliqué même si ses lendemains sont toujours incertains."*

Cette situation de **Goor Goorlu** illustre parfaitement bien la vie quotidienne de milliers de pères de familles. Selon Daouda Diop *"Un chef de ménage d'un quartier périphérique estime à 1000 f CFA, le minimum qu'il doit dépenser par jour pour l'entretien de sa famille. Seulement à chaque fois, qu'il arrive, par mille subterfuges, à "récolter" 1000 f CFA , s'il n'est pas assuré de son gain du lendemain, il préfère planifier pour au moins deux jours."*Ces données, on a pu les corroborer en interrogeant une vingtaine de pères de familles retraités des HLM qui pourtant faisaient partie des classes moyennes. Certains, nous, ont même affirmé avoir renoncé depuis longtemps à chercher la dépense quotidienne.

La descente sur le terrain donne un sentiment en porte-à-faux avec l'attitude des exécutants des politiques urbaines qui, pendant longtemps, ont nié et caché la pauvreté. Elle était cantonnée dans les quartiers périphériques qui accueillait le contingent le plus élevé d'exclus, de déshérités et d'indésirables. C'est la Banque Mondiale qui a poussé l'État du Sénégal à accepter la réalité de la pauvreté au sein des populations et à lutter ouvertement contre elle. Aujourd'hui, les plus hautes autorités s'expriment librement sur le sujet. La pression est certainement venue des transformations subies par le concept de l'aide. L'assistance qui crée la dépendance se trouve délaissée au profit d'une approche pouvant favoriser l'auto-développement; c'est la nouvelle marque que les bailleurs de fonds veulent imprimer à leurs interventions.

En plus, l'approche purement économiste va être de plus en plus remise en question avec l'intégration de la dimension sociale du phénomène pauvreté. Ainsi les aspects prioritaires de la société civile se précisent davantage d'autant plus que la pauvreté se trouve bien perçue par

stagnation voire la régression des ressources allouées par l'État au secteur de la santé (entre 1981 et 1990, ces ressources oscillent entre 1 et 1,7% du PIB). Et même s'il y a augmentation que peut- elle représenter par rapport à la poussée démographique ? La situation se trouve d'autant plus préoccupante que le profil épidémiologique dressé en 1993 par le Ministère de la Santé publique révèle que la malnutrition fait partie des 20 premières causes de morbidité au Sénégal. *"Même si elle est importante du point de vue de la connaissance de la population, cette indication nationale ne permet pas de déterminer le pourcentage de la population souffrant réellement de malnutrition. Pourtant, cette question mérite d'être documentée en raison des bouleversements socio-économiques prenant leur source dans le niveau d'inflation consécutif à la dévaluation du franc CFA et de leurs effets sur les ménages gravitant autour du seuil de pauvreté"*.²³

Ce problème de la santé et de la nutrition mérite une attention particulière dans la lutte contre la pauvreté car c'est l'avenir même de ce pays en terme de ressources humaines qui se trouve dangereusement compromis. La malnutrition affecte plus les enfants que les adultes et réduit l'espérance de vie à moins de 50 ans. Dans ces conditions sur quels paramètres va-t-on s'appuyer pour installer le développement durable lorsque 24% des enfants de 0 à 5 ans, meurent de diarrhées, 23% d'infections respiratoires, 9% de paludisme, 7% de rougeole, 5% de tétanos et 32% d'affections diverses ?

Ces maladies qui touchent l'enfant et qui dans les pays développés sont souvent bénignes, se trouvent aggravées chez nous par les conditions de vie des parents et de l'environnement dans lesquels, ils évoluent. Et sa psychologie s'en trouve affectée. Un ensemble de facteurs parmi lesquels, les conditions économiques, rendent les perspectives peu reluisantes.

Ainsi la quête de revenus qui appelle les parents à l'extérieur du domicile expose l'enfant à un déficit d'attention. Pourtant ces sacrifices ne se traduisent pas en amélioration des revenus pour la famille car la rareté de l'emploi (le taux du chômage urbain, en 1996, s'élève à 32%) précarisent la situation des parents en les condamnant au chômage ou à un secteur informel, souvent peu générateur de revenus et qui ne cesse d'exploser, de l'ordre de 5,4% de croissance

²³⁻ Contribution du CONGAD dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, p 36.

- L'agriculture est marquée par une dégradation des facteurs climatiques (retards et mauvaise répartition des pluies, leur rareté) et des sols; une insuffisance des cultures vivrières et une baisse de rendement dans les cultures industrielles (coton, arachide). Le désengagement de l'État du secteur exigé par les PAS explique la disparition du soutien à l'utilisation des engrais, des semences sélectionnées et l'encadrement du monde rural et malheureusement le paysan, en raison de la faiblesse de ses revenus, ne peut pas prendre son autonomie à ce niveau car on note un renchérissement des prix des principaux intrants agricoles ; les semences ont connu une hausse de 148% et les engrais de 80% à 117%.
- La famine est devenue une des préoccupations des Sénégalais surtout en cette fin de 1998 en raison de l'inexistence d'une politique pour l'autosuffisance alimentaire. Le Sénégal perd beaucoup de devises dans les importations de riz et de blé qui ne cessent d'augmenter tant en volume qu'en valeur.
- Le tissu industriel du pays n'est plus que l'ombre de lui même. La production industrielle, longtemps protégée, a été fortement contrariée dans son développement par l'insuffisance de l'investissement productif, les coûts prohibitifs des facteurs de production, l'étroitesse du marché intérieur et un environnement très peu favorable à la productivité et la compétitivité. On saisit cette occasion pour signaler que la politique énergétique de l'État a échoué sur un plan au moins: "les infrastructures en matière d'électricité pour le monde rural et les quartiers péri-urbain en forte expansion font cruellement défaut". La crise que vit la SENELEC en ce mois d'août 98, société distributrice d'électricité reflète les difficultés que l'on vit dans le secteur mais surtout la question lancinante de la disponibilité de capitaux pour réussir une politique de généralisation de l'électricité. Les travailleurs de la SENELEC regroupés dans un puissant syndicat, le SUTELEC cherche à faire échec à la privatisation de leur entreprise ou dans le meilleur des cas à son contrôle par l'acquisition d'un pourcentage important des actions. Leur attitude se justifie

Quant à la structure des dépenses d'un ménage pauvre, elle est dominée par les produits alimentaires (70% dont plus de 50% pour le riz, le sucre et l'huile). Les dépenses de santé comptent pour plus de 17% et l'éducation intervient pour, seulement, 12%. La pauvreté rurale sénégalaise, quant à elle, se singularise par le fait qu'elle n'épouse pas exactement la carte des conditions agro-écologiques (voir les cartes en annexe).

D'une façon générale, la pauvreté touche plus les enfants et les ménages dont le chef est au chômage, les "opérateurs du secteur informel", les femmes et les jeunes en quête d'emploi. La manifestation la plus connue de cette pauvreté est sûrement la malnutrition des enfants. Les résultats des enquêtes de terrain montrent une forte prévalence de retard de croissance (29%) et d'insuffisance pondérale.

Tableau. *Seuil de pauvreté en 1992 CFA/habitant/mois*

Zones	Seuil de pauvreté	Dépenses moyennes	Dépenses moyennes/pauvres
Dakar	5610	16090	4825
Autres villes	3971	10335	3348
Zones rurales	2651	4154	1845
Sénégal	3325	8017	2247

Sources : *Sénégal, évaluation des conditions de vie. Banque mondiale. Avril 1994*

Ces chiffres sont très révélateurs de la progression de la misère au Sénégal. L'État a de plus en plus du mal à répondre aux attentes des populations qui sont de plus en plus appelées à se prendre en charge. En outre, ils révèlent la forte disparité qui existe entre les zones géographiques. Le niveau de vie de Dakar est de loin supérieur à celui des autres zones. Cette situation est extrêmement importante à noter car puisque la majorité des pauvres de Dakar et dans une moindre mesure, celle des autres centres urbains proviennent des zones rurales. C'est

s'est traduit par une baisse importante du pouvoir d'achat des travailleurs de l'ordre de 27%. En 1995, les travailleurs ont perdu officiellement près de 9% de leur pouvoir d'achat. Tout cela fait que depuis la dévaluation du franc CFA, les travailleurs ont perdu plus de 40% de leur pouvoir d'achat, si l'on se base sur les chiffres officiels. Alors que les syndicats situaient cette baisse à plus de 100%. Ainsi en 1994, la Cnts faisait état d'une perte du pouvoir d'achat de l'ordre de 102%". Wal Fadiri du lundi 4 mai 1998, n° 1839.

Il convient de noter que ce programme national de lutte contre la pauvreté est appuyé par certains organismes internationaux. C'est ainsi que la Banque Mondiale, appuie les réformes macro-économiques et structurelles, ainsi que la création d'emplois. En outre, son soutien est aussi d'ordre analytique et financier en faveur du développement social, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation.

La Banque Mondiale intervient également et parfois de façon directe, auprès des pauvres, dans le cadre d'opérations en cours (AGETIP, NUTRITION COMMUNAUTAIRE, petites opérations rurales) et de nouvelles opérations.

Mais l'une des interventions les plus significatives est celle du PNUD. L'organisme onusien a dégagé une ligne de crédit d'un montant de 4,481 milliards de franc CFA (742 000\$ US) en vue d'appuyer les efforts du gouvernement sénégalais. Ce programme qui a débuté depuis juin 1998, vise à renforcer les capacités des individus (jeunes et femmes en priorité) et les collectivités en leur donnant les moyens de mieux maîtriser leur existence, de façon durable.

L'assistance du PNUD devra toucher l'amélioration des revenus des populations, de leurs conditions de vie par un meilleur accès aux services de base, l'aménagement et la gestion de l'espace rural, la promotion économique des femmes et l'établissement d'une capacité nationale de coordination et de pilotage du programme de lutte contre la pauvreté. Dans ce cadre, le PNUD devrait appuyer l'identification des besoins prioritaires des populations suivant une approche participative, tandis que les actions concrètes répondant à ces besoins seront également mises en œuvre par les populations elles-mêmes.

Ce programme montre, encore une fois, que seule une implication de la société civile peut installer dans la durée les stratégies affinées par le gouvernement avec l'aide des bailleurs de fonds.

cellulaire soit posée, Mademba Sock, le Secrétaire général de l'UNSA, dans le *Matin* du 20 février 1997, proclame sa non-appartenance à la Société Civile en tant que syndicaliste. Ce rejet du concept *Société civile* qui correspond à une peur de perdre son identité se reflète à travers le discours de beaucoup d'acteurs politiques. Il en est ainsi d'El Hadj Kassé, journaliste-écrivain et de certains membres d'ONG qui affirment que les véritables représentants de la Société Civile se trouvent au sein des ONG, qui par leur action quotidienne œuvrent dans le sens des intérêts des populations.

Ce point de vue est renforcé par le Secrétaire général du PIT, Amath Dansokho, qui dans une émission la Radio Télévision du Sénégal, *Face à Face* du dimanche 23 février 1997, s'est demandé à haute voix en parlant des membres de *l'Initiative du 5 mars*²⁶ : "qui les a mandatés ?" Pour lui, il faut faire ses preuves avant de prétendre au titre de membre de la société civile. Il donne l'exemple de Jean Daniel, le fondateur du célèbre *Nouvel Observateur* ou à la rigueur des grands écrivains de renommée internationale. Il finit par réduire la société civile aux chefs de confréries religieuses qui à travers les diverses manifestations qu'ils organisent ont des capacités réelles de mobilisation.

Dansokho n'a fait qu'exprimer l'agacement de la plupart des personnalités politiques de ce pays relayées par certains leaders d'opinion. C'est ainsi qu'Abdou Latif Coulibaly, dans un éditorial célèbre se demande s'il s'agit d'un *engagement* ou [plutôt d'un] *calcul politique*. Le scepticisme gagne les esprits et la société civile, cette grande inconnue, tantôt traitée de nébuleuse, tantôt de magma, ne trouve grâce que dans la foi de ses *militants*, qui très certainement n'a d'égal qu'à l'opiniâtreté des leaders politiques. Ces derniers semblent exiger, pour siéger à la commission cellulaire, "qu'on exhibe des blessures de guerre d'anciens combattants des droits civiques et politiques" pour paraphraser Abdou Sow, le talentueux chroniqueur de Wal Fadjri.²⁷

²⁶- Il s'agit d'un groupe de citoyens et d'organisations de la société civile qui se sont réunis le 5 mars 1997 à l'Hôtel Téranga pour initier un certain nombre d'activités (pétitions, rencontres avec les leaders de partis politiques, lettres au chef de l'exécutif, etc.) pouvant aller dans le sens de la création d'une Commission Nationale Indépendante (CENI).

²⁷- Abdou Sow, *Ouverture*. Wal Fadjri n° 1487. Vendredi 28 février 1997.

et de hargne. Les stations radio et les pages de journaux furent prises d'assaut : interviews, débats et articles se succédèrent. En vérité, la classe politique, devant les accusations de la Société Civile et son irruption sur la scène politique, refuse de faire son autocritique : l'accroissement des difficultés de la vie quotidienne, la dégradation des conditions de vie et la pauvreté grandissante malgré l'entrisme et les gouvernements de majorité élargie, le sabotage des élections municipales et rurales entamèrent largement la patience du citoyen sénégalais qui sans discernement finit par douter de la politique et de ses acteurs. Si la société civile est devenue un recours, c'est parce que le divorce entre les élites, surtout politiques, et les citoyens se vérifient à différents niveaux. Et d'ailleurs, pour le bien de ce pays et sa stabilité, il nous faut expérimenter d'autres formes d'expressions et d'organisations. Cette transition importante permettra le renforcement des partis politiques qui restent des entités fondamentales à l'expression démocratique.

Le chef de l'Etat saisit très vite cet immense besoin de faire de la politique autrement et dans un discours prononcé la veille de la célébration de la fête de l'Indépendance (3 avril 1997) installa officiellement, la Société Civile dans son rôle de médiation mais aussi de contre pouvoir. Cependant une interrogation s'impose.

Doit-on réduire comme l'a fait A. Latif Coulibaly, l'irruption de la Société Civile en une simple accusation vis à vis de la société politique d'accaparer le débat en excluant tous les autres acteurs de la vie socio-culturelle du pays ? Le chroniqueur de *Sud Quotidien* convoque Weigel et Butterfield qui définissent la société civile comme une organisation indépendante de la société et dont les éléments constitutifs s'engagent volontairement dans la vie publique, en vue de poursuivre des intérêts individuels, de groupes ou nationaux dans un contexte légalement définis de relations Etat et Société.²⁹ Mactar Diack, philosophe, membre du comité de *l'Initiative du 5 mars* pense que "le point de vue de la majorité silencieuse de par son expression politique, mais qui est de loin d'être silencieuse de par les ressources qu'elle décèle, doit être prise en compte. Il appartiendra souligné t-il aux autorités de déterminer leurs modalités de participation au débat sur la CENI."

²⁹ - Abdou Latif Coulibaly, *Engagement ou calcul ?* Sud Week-end n0 1164. Samedi 22 février 1997.

conception va être battue en brèche par Hegel avant Karl Marx. Selon Hegel, la société civile *"située entre la famille patriarcale d'une part et l'État universel de l'autre, était le produit historique d'un processus multi-dimensionnel, un processus dont l'une des dimensions était l'extension et l'émergence de marché"*. Dans l'optique hégélienne, il s'agit tout simplement de libérer la sphère des relations économiques pour le soustraire du champ politique. La société civile finit par désigner l'ensemble des institutions qui répondent aux besoins de la vie économique et sociale et qui abritent le jeu des intérêts privés.

Quant à Karl Marx, il définit la société civile en un ensemble complexe de formes de relations historiquement déterminées et à partir desquelles l'État prend ses origines. Avec l'auteur du Manifeste du Parti communiste, la société civile s'identifie à l'ensemble des rapports matériels des individus à un stade déterminé des forces productives. Au fond pour Marx, la société civile est directement tributaire de l'État et des rapports de production.

Plus tard, Gramsci va reprendre une autre terminologie marxiste, la superstructure pour y situer la société civile. Selon l'auteur italien, la société civile correspond à l'ensemble des organismes qualifiés de privés mais qui correspondent à la fonction hégémonique du groupe dominant, dans la société. Dans ce sens, la société civile et l'État sont complémentaires et s'articulent bien.

On peut conclure cette présentation des origines du concept en disant que comme les autres concepts historiques, la société civile peut refaire surface sous d'autres conditions historiques. Il en est ainsi de la situation de l'Afrique actuelle.

Comme, il est souligné dans l'introduction, l'origine socio-historique en Afrique est fondamentalement différente de celle de l'Occident. L'Afrique moderne est le produit du processus de conquêtes, colonisation et décolonisation. La mise en dépendance de l'Afrique, à partir du XV^{es}, et son entrée dans la mondialisation de nos jours, ne sont pas le reflet d'une volonté des Africains. C'est dans ce contexte d'une Afrique en panne que se sont développées une variété d'associations et de mouvements sociaux qui se constituent en un ensemble d'arrangements afin de pouvoir s'exprimer et défendre leurs intérêts.

l'intérêt public ne sont pas incompatibles avec les politiques publiques si elles sont efficaces et réfléchies.

Ceux qui vivent dans la grande pauvreté ne peuvent guère, comme le rappelle le *Rapport Wresinski*,³² "réassumer leurs responsabilités et reconquérir leurs droits par eux-mêmes dans un avenir prévisible". Ils ont besoin que d'autres citoyens, les considérant comme leurs égaux, s'investissent pour témoigner avec eux, rendre leur projet intelligible, et se compromettre avec eux dans des actions de solidarité.

Cette démarche ne peut rester une démarche de co-citoyenneté et de participation que si elle est apprentissage commun d'une histoire à faire ensemble. Il faudrait accorder plus d'importance aux droits économiques et sociaux qu'aux libertés civiles et politiques. La société civile ne peut prospérer que dans un système démocratique en raison de son relativisme et sa tolérance (si troublants pour ceux qui sont sûrs de détenir la vérité) ainsi que sa "foi" dans l'intelligence et la nature raisonnable de l'homme de la rue capable de décider librement sans qu'on l'y force (tout en se réservant le droit de changer d'opinion tous les quatre ou cinq ans ou 7 ans). Toutes ces considérations ne doivent pas nous faire perdre de vue que l'émergence de la société civile remonte à la période coloniale qui a vu se développer les confréries religieuses et les premiers syndicats africains.

c. Les éléments précurseurs de la société civile sénégalaise.

La fin du XIX^{es} et la première moitié du XX^{es} correspondent à la pacification du territoire sénégalais et le déploiement du système colonial. Durant cette période, on note surtout le déploiement de la confrérie tidjane en milieu wolof. En raison de la persécution de son fondateur par l'administration coloniale, le Mouridisme ne joua pas le même rôle et il faudra surtout attendre l'indépendance.

Pour revenir à la Tidjanya, la stratégie du guide Malick Sy pour occuper l'espace wolof relève de deux principes : l'implantation de zaouia d'une part et d'autre part, l'utilisation de ses

³² - Sous la présentation de René Rémond et de Michel Vovelle : *Démocratie et pauvreté*. Editions quart monde. Paris 1991, p 39.

défis à relever, parmi lesquels, la lutte contre la pauvreté.

d. Les organisations directement impliquées dans la lutte contre la pauvreté

Dans le cadre des réponses collectives apportées par les populations au défi de la pauvreté deux types d'organisations se sont illustrées. Fortement relayées par des médiats au développement sans précédent, au cours de cette dernière décennie, les organisations paysannes et celles des femmes constituent un espoir dans la croisade contre la misère et le fatalisme. On peut relever également des organisations populaires comme : les groupements et associations villageois de développement communautaire, associations, regroupements urbains (Groupements d'intérêt économique-GIE-, Associations sportives et culturelles-ASC-) L'étude des GIE, ASC et autres associations de base se révèle être une entreprise laborieuse compte tenu de leur nombre très élevé et de l'inexistence pour la plupart d'un cadre fixe de travail. Plus de 5000 ASC, GIE, Groupements de Femmes et autres types d'associations de base ont à l'heure actuelle vu le jour. Plusieurs d'entre elles, non fonctionnelles du fait d'une attente constante d'assistance extérieure, ne développent pas d'initiatives locales. C'est pourquoi, l'accent ne peut être mis que sur les organisations présentant de réelles potentialités d'organisation et de mobilisation sociale. Cependant, avant de revenir sur ces organisations directement impliquées dans la lutte contre la pauvreté, on va tenter de donner un tableau des différents acteurs de la société civile sénégalaise.

Les acteurs se caractérisent par leur développement rapide et la variété de leur champ d'intervention. C'est ainsi qu'on peut ajouter à ces organisations communautaires, les organisations de droits de la personne humaine et les associations de consommateurs. Il faut noter que les premières organisations à se déployer sur le terrain de la société civile après les années 70, en dehors, des ONG intervenant dans le cadre du développement, demeurent les organisations de droits de la personne humaine. Même si les premières d'entre elles furent très proches des cercles du pouvoir, aujourd'hui, elles se distinguent par une plus grande autonomie et une reconnaissance sur le plan national et international. Parmi les plus actifs, on peut citer : l'ONDH, la section sénégalaise d'Amnesty international, la RADDHO.

Une perspective synthétique et non parcellaire est indispensable à la mise sur pied d'une politique efficace. Elle permettra, en partie, d'éviter les incohérences dans les actions de ces organisations et celles des pouvoirs publics. Il faut, en outre créer, au niveau des différents intervenants, la conscience de la nécessité d'une telle harmonisation des activités des ONG.

Depuis le discours du séminaire organisé, en mars 1995, par le ministère de l'Economie...avec le concours de la BM, du PNUD et de la Coopération Allemande en vue de la définition d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, la politique officielle semble être en voie de se préciser un peu plus.

Avec la constitution d'un réseau de la société civile bien coordonnée et ayant comme credo, la concertation entre ses membres, l'obstacle le plus important sera dépassé parcequ'il permettra une meilleure compréhension du contexte dans lequel on évolue, surtout lorsqu'on tient compte des mutations qui peuvent intervenir à tout moment. Seulement la constitution du réseau n'est pas une fin en soi; ses composantes doivent être capables d'analyser, de prendre position face à des stratégies et se déterminer en vue de décisions finales. C'est ainsi que ce réseau pourra aider à l'établissement d'un cadre de collaboration entre l'État, les bailleurs de fonds et la société civile, dans le cadre de la réduction de la pauvreté.

2. L'établissement d'un cadre de collaboration entre l'État, les bailleurs de fonds et la société civile

La collaboration, la conjonction d'efforts de tous les acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique véritable de lutte contre la pauvreté constitue, à l'état actuel des choses, un impératif catégorique.

Le gouvernement du Sénégal semble conscient de cette nécessité, si on n'en juge par le programme national de lutte contre la pauvreté conçu dans une dynamique de collaboration avec les ONG, les collectivités locales, les services décentralisés de l'administration, les organisations

que de l'existence d'un cadre d'orientation claire au niveau des collectivités de base. Ce qui nécessite un code d'éthique et de conduite.

3. La définition d'un code d'éthique et de conduite

L'un des temps forts du Focus Group discussions organisé le 27 avril 1998 à la SAFEFOD, a tourné autour de l'identification de voies pour la mise sur pied d'un code d'éthique et de conduite. Il faut souligner, d'emblée, que cette ambition déborde le seul cadre de la lutte contre la pauvreté pour concerner tous les domaines d'intervention de la société civile. Il est aujourd'hui reconnu que le code d'éthique constitue une impérieuse nécessité. On a déjà souligné le fait que la société civile doit procéder à une évaluation critique de son action, à une conscientisation de ses membres au respect des principes d'éthique et de déontologie dans un contexte caractérisé par la nécessité de son implication.

Le Focus Group a vivement recommandé une analyse critique de la société civile en diagnostiquant ses forces et ses faiblesses, en identifiant ses succès et échecs dans un contexte mouvant. Dans ce cadre, le Focus Group a recommandé l'incorporation dans le document les recommandations issues du symposium sur l'identité des ONG organisé par le CONGAD, à Mbour du 12 au 14 novembre 1997.

Ce symposium, en effet, avait demandé la mise sur pied d'un outil d'auto-régulation⁵². L'intérêt d'un outil d'auto-régulation souligne le rapport, se situe *"en ce qu'il permet de bâtir une image positive des ONG, car la vulnérabilité des institutions non-gouvernemental réside dans le fait que les errements d'une seule organisation rejaillit sur l'ensemble de la communauté"*. Le rapport ajoute : *"que le code n'est pas une nouvelle coercition. Il procède d'une démarche saine consistant à se focaliser sur les principes et mécanismes de solidarité d'un type d'acteurs soucieux d'arriver à un développement à l'intérieur des communautés et porteurs d'espoir de l'ensemble de la société civil forte..."*⁵³

⁵² - Symposium sur l'identité des ONG. Rapport général Mbour, 12-14 nov 1997, p 20.

⁵³ - Symposium CONGAD, op cit, p 20.

2. Evaluation des actions de la société civile dans la lutte contre la pauvreté.....	70
a. <i>Dispersion des actions</i>	71
b. <i>Absence de coordination entre recherche fondamentale et action</i>	72
c. <i>La modicité des moyens alloués à la recherche</i>	72
d. <i>Manque de moyens des organisations de la société civile</i>	73

Chapitre V : Les stratégies pour le renforcement des capacités de la société civile. 75

1. La mise sur pied d'un réseau de la société civile dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. .	75
2. L'établissement d'un cadre de collaboration entre l'État, les bailleurs de fonds et la société civile	76
3. La définition d'un code d'éthique et de conduite.....	78
4. Pour une rationalisation des rapports recherche/action sur le terrain	79

RECOMMANDATIONS..... 81

CONCLUSION 82

niveau, les capacités nationales et internationales doivent être soutenues.⁵⁴ Il suffit de prendre l'exemple de l'environnement pour s'en convaincre. Pour protéger l'environnement, il faut vaincre la pauvreté. Le Plan National d'Action pour l'environnement validé en septembre 1997, constitue une synthèse de dix plans régionaux et dégage les stratégies et priorités pour une gestion saine et durable des ressources naturelles. Tous les acteurs, depuis les autorités centrales jusqu'aux collectivités décentralisées, en passant par les partenaires au développement et évidemment les populations ont participé à ce travail. La nécessité de mettre en place des mécanismes de gestion décentralisés des ressources naturelles et de promouvoir la coopération régionale et sous-régionale. Contribuer aux nouveaux équilibres socio-écologiques souhaités par les Sahéliens pour freiner la désertification, promouvoir la sécurité, lutter à la réduction de la pauvreté en renforçant la solidarité sociale.

⁵⁴ Paul Ndiaye, op cit.

RND	:	Rassemblement National Démocratique.
SOCOSAC	:	Société de Commercialisation du Sac.
SONAR	:	Société Nationale d'Approvisionnement du Monde Rural.
UNICEF	:	United Children Emergency Funds.
UNSAS	:	Union National des Syndicats Autonomes du Sénégal.
USAID	:	United States Agency for International Développement.
USE	:	Union pour la Solidarité et l'Entraide.
WVI	:	World Vision International.

CONCLUSION

La contribution de la Société dans le cadre de la lutte contre la pauvreté semblent s'orienter vers l'amélioration de l'accès aux services, à la formation et au crédit. S'agissant des groupes vulnérables, beaucoup de projets se sont succédé sans cohérence en direction des femmes et des jeunes. On les assiste surtout dans les activités de type domestique sans viabilité car peu rémunératrice. Il faut d'abord les former puis les pousser à sortir de ces domaines traditionnels et trop concurrencés. Il y a beaucoup à faire pour ce qui concerne l'accès aux services sociaux même les politiques de santé prévus sont des politiques pour pauvres, c'est une santé pour pauvre avec des soins au rabais où l'on se préoccupe plus du coût du traitement - qu'il faut contenir au maximum - que de son efficacité.

En matière d'éducation, il faut expérimenter une politique volontariste de scolarisation, surtout dans certains quartiers pauvres de la banlieue dakaroise où les taux de déperdition scolaires atteignent des niveaux inquiétants.

La communication doit constituer un aspect important du programme. Une bonne politique, dans ce cadre, contribue à une prise de conscience de ce que représente la société civile et ce qu'elle peut apporter dans le renforcement de ses capacités

Priorités de recherche

L'Observatoire doit initier des études importantes sur les différentes composantes de la société civile sénégalaise et en faire des **priorités**. La centralité de la société civile dans le débat en cours sur la société sénégalaise, dans un contexte de paupérisation accrue, permet la définition de thèmes et de pistes de recherche. Ainsi, on peut déterminer quelques axes pouvant aider à l'élaboration d'un programme plus précis et plus exhaustif. Il s'agit :

- 1- De la contribution de la société civile dans le cadre de la réduction de la pauvreté à l'endroit :
 - des femmes, chefs de ménages et sans emploi ;

difficultés financières qui l'ont obligé à se retirer des services sociaux, c'est dans un tel contexte que les populations se sont regroupées en associations diverses pour « riposter » à la crise. Ce mouvement associatif dénommé mouvement de la société civile repose sur des actions, des stratégies et des tactiques sociales.

Seulement, les actions de la société civile qui s'affirment connaissent des limites dues à un manque de coordination, une absence de réseaux structurés.

Comme on s'en rend compte, cet état des lieux révèle la complexité de l'implication de la société civile dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

C'est pourquoi les recommandations suivantes devraient être explorées :

- la société civile devra participer à l'élaboration des politiques nationales ;
- la société civile devra également déterminer clairement ses stratégies d'interventions ;
- la société civile devra aussi se mettre en réseau afin d'asseoir une dialogue entre membres ;
- enfin, la société civile devra adopter un cadre d'éthique.

Dans le cadre d'une meilleure connaissance de la dynamique du mouvement de la société civile, certaines investigations devraient être entreprises. Il s'agit :

- la réforme de la décentralisation et les opportunités offertes par elle à la société civile de participer au développement local devraient être étudiée ;
- l'ambivalence et la dynamique des organisations religieuses de la société civile devrait être analysée.

Bibliographie

ANNEXES

la participation de la population à l'élaboration des politiques, à la prise de décision et à la mise en œuvre des orientations définies, l'importance d'anticiper le futur par la planification par scénario, la gestion stratégique du développement national exigent la collaboration des citoyens et leur appropriation.

Pour atteindre les objectifs définis par le PNUD, il s'avère nécessaire de réfléchir sur le diptyque, lutte contre la pauvreté et société civile ; car pour créer une synergie dans la société civile, il faut d'abord la cerner, la comprendre d'une part et appréhender le phénomène pauvreté dans la société sénégalaise d'autre part.

Dans le cadre de ce travail, la cellule d'analyse mise sur pied par le CODESRIA, a pour rôle de faire l'état des lieux des études ayant trait à la pauvreté². Il s'agit pour elle, de revenir sur le débat autour du concept de société civile, qui est récent pour le Sénégal. En réalité, il y resurgit, comme dans tous les pays en développement, au moment, où on y tente l'expérience démocratique ; ce qui constitue une exigence pour entrer dans le 3e millénaire qui s'ouvre sur l'ère de la mondialisation et le triomphe du libéralisme³. La globalisation, avec ses exigences de remise en question, mais aussi de pénuries, ne manque pas d'ébranler nos certitudes, de brouiller nos repères; toujours est-il qu'il en résulte que nous avons bel et bien perdu la clé des imaginaires politiques avec lesquels, hier encore, nous pensions l'ordre et le désordre du monde. Et surtout faut-il se résigner à ce que l'espace laissé inoccupé par l'épuisement d'idéologies et la dévaluation de la pensée politique, ne puisse s'engouffrer qu'un brutal archaïsme dont nul ne saurait aller plus loin que de la condamner vertueusement ?

C'est ainsi que toutes les sociétés contemporaines ont à charge de gérer, au-delà de l'effondrement du communisme, la disparition de la super référence à laquelle l'existence même du communisme était indispensable, à savoir l'idéologie. Cette situation globale restitue au concept *Société Civile*, né au XIX^{es}, toute son actualité.

²- Pour les membres de la cellule d'analyse, il ne s'agit pas de procéder à une nouvelle étude *sur la pauvreté et l'apport de la société civile à son éradication* dans ce cadre précis mais de faire le point sur ce qui existe, une compilation des documents pouvant permettre à l'Observatoire d'entamer de nouvelles études. Même si les textes existants sont déjà publiés et connus, justement, il faut en parler pour éviter qu'à l'avenir qu'on entreprenne les mêmes études.

³- Cf Fukuyama F., *La fin de l'Histoire et le dernier homme*. Paris, éditions Flammarion 1992.

bliographie

- dition Tony Demery : Making adjustment work for the poor a framework for policy and reform in Africa Washintong D C. The world Bank ,1990
- Banque Mondiale : Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique. Stratégie et programme d'action. Washington 28 Septembre 1996.
- : Senegal an assesement of living conditions. Dakar, May 5, 1995.
- rangers Robert : Développement rural. La pauvreté cachée. Paris Khartala ,1990, 356p
- entre Sahel : Séminaire sur les politiques agricoles et alimentaires sur l'ajustementjf structurel. Septembre 1992. Centre Sahel Canada 1993
- ONGAG : Etude sur la pauvreté au Sénégal. Contribution du CONGAD. Dakar 1996
- ai
- ONGAD : Symposium sur l'identité des ONG. Rapport général. Mbour du 12 au 4 mai 1997.
- SA/ZAR : Identification des groupes à risques alimentaires. Dakar
- Diop Daouda : Symposium national sur l'emploi, secteur informel, secteur refuge. phénomène de la pauvreté (Dakar et Banlieue) stratégie BIT -Dakar. Mai 1991
- d'intervention.
- CAEDHU : Séminaire de formation des formateurs. Rapport. Kédougou-Sénégal. du 15 au 19 avril 1998.
- Diouf Mamadou : Le rôle de la munipalité de Diourbel dans la lutte contre la pauvreté urbaine. PNUD et Ministère de la décentralisation 1996.
- Diop Momar C. (sous la direction de) : La lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale. Vers la définition d'une politique municipale. Programme de Gestion Urbaine. Bureau Régional Accra 1995
- ENDA : Colloque international sur le développement durable APED. CODESRIA. 1994.
- ENDA-Tiers-Monde : Pauvreté et environnement en Afrique : que faire ? Dakar ENDA, Mai 1991.- 11p.
- ENDA- - - : Pauvreté unrbaine et environnement Dakar ENDA-Rup, 1991.
- ENDA-Tiers-monde : Méthodologie de première ligne : une approche concrète contre la pauvreté pour l'environnement et pour le développement. Dakar. Mars 1992.

Quant à la pauvreté, elle est mieux appréhendée car la réflexion autour du concept a précédé la dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994, s'est surtout développée avec elle et en faire la synthèse relève d'une véritable gageure. Le contenu du concept de pauvreté recouvre l'ensemble des privations qui affectent un être humain. Les facteurs-clés mis en exergue ici tournent autour du revenu et de l'accès aux services nécessaires pour le bien-être. La nécessité de déterminer la perception que la société civile a de la pauvreté, justifie l'intérêt d'une réflexion sur le processus de paupérisation des populations. Selon Momar Coumba Diop,⁶ on peut s'accorder " sur le fait que la notion de pauvreté charrie une dose d'ambiguïté. La raison se trouve dans son extrême variabilité, dans sa relativité et la multiplicité de ses formes. On peut insister sur le fait que la pauvreté est une construction sociale supportée par quatre facteurs essentiels : le manque ou l'absence de certaines matérialités, la manière dont le sujet perçoit sa propre situation, le regard que les autres portent sur les pauvres, les espaces-temps auxquels appartiennent les trois premières charpentes".

Généralement, le vécu intense de la pauvreté dans la société se trouve en étroite corrélation avec l'application des politiques d'ajustement structurel. Effectivement, lorsqu'on se borne à considérer les seuls indicateurs économiques, on ne peut retenir que l'image d'une "société en panne". Les illustrations en sont le triomphe de l'informel et le fait que l'essentiel des activités économiques et sociales se déroulent dans des réseaux ou circuits parallèles, en marge de l'État; il relève d'une certaine légitimité de se demander si la société sénégalaise n'est pas entrain d'apporter de nouvelles réponses aux préoccupations sociales. Seulement ce questionnement mérite d'être nuancé car même si ces réseaux parallèles constituent des palliatifs, on peut toujours s'interroger sur leur efficacité. Dans ce diagnostic de la pauvreté, il ne faut pas se borner à faire le procès des PAS car comme l'observe avec pertinence M. C. Diop, "la pauvreté est le produit d'une dynamique socio-historique et économique supportée par des options politiques et économiques précises. C'est pourquoi, même si elles ont accéléré le processus, les politiques d'ajustement structurel ne pourraient, raisonnablement, pas être représentées comme leur seule cause. La conception des économistes insiste beaucoup sur le

la perspective qui nous intéresse ici, même si on reconnaît le rôle de premier plan joué par les confréries religieuses aussi bien sur le plan économique que politique.

⁶ - Sous la direction de Momar Coumba Diop, La lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale. Programme de Gestion Urbaine. Accra 1995. p 16.

nécessaire collaboration entre OP/ONG/GO/Bailleurs.PNUD-
1991

akar.Juin

NUD : Les gens et les informations qu'ils se donnent. In rapport mondial sur le développement. Edition Economica 1993.

ouré, M. Ngom -Consultation régionale sur la promotion économique des femmes rurales en Afrique sub-saharienne .ENDA-Dakar 29 juillet -03 août 1991.

Les thèmes suivants y sont développés :

- Capacité des femmes rurales à utiliser les ressources.
- Pauvreté et facteurs de survie.
- Les femmes rurales et la protection de l'environnement.

PNUD (documents) : La problématique du développement participatif: Apport du PNUD, nécessaire collaboration entre OP/ GO / Bailleurs juin 1991.

UNICEF – SENEGAL: Enfants en situation particulièrement difficile. Revue à mi-parcours Octobre 1994.

Voigt-Moritz Christian : Programme national de lutte contre la pauvreté. Rapport de synthèse.PADGD.mars-avril 1995.

World Bank : Annexes Sénégal, évolution des conditions de vie . Washington D.C

World Bank : Taking action for poverty reduction in subsaharan africa. Report of an Africa région task force. Washington D.C World Bank 1996.

World Bank : La pauvreté et la faim. La sécurité alimentaire dans les pays en développement, problème et options. Washington D.C.

World Bank : Rapport sur le développement dans le monde. Définition d'une politique municipale. Washington 1995.

World Bank : Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique. Stratégie et Programme d'action . Septembre 1996

- Les perspectives se structureront autour de réseaux de la société civile dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, de la définition d'un cadre de collaboration entre État/société civile/bailleurs de fonds et enfin de l'adoption d'un code d'éthique et de conduite.

CHAPITRE I : L'ANALYSE DES SOURCES

L'étendue de la pauvreté au Sénégal rend à la fois complexe et simple notre tâche. Simple, parce que la pauvreté est palpable et se reflète à travers différents paramètres que sont l'éducation, la santé, la nutrition, etc. Il est évident, aussi, que malgré leur abondance, les études disponibles, demeurent souvent parcellaires car basées sur un système de sondage, et ne rendent pas compte de toute la réalité de la pauvreté. Tandis que, le handicap majeur pour ce qui concerne la société civile reste la faiblesse de sa théorisation et la définition de ses contours.

Malgré ces insuffisances, la littérature sur la pauvreté et celle sur la société civile dans une moindre mesure, donnent des indications extrêmement intéressantes. Quatre types de sources constituent le soubassement de ce travail :

1- Les documents produits et études commanditées par le gouvernement et les institutions du pays.

Le gouvernement du Sénégal a initié une réflexion abondante sur la lutte contre la pauvreté, ses stratégies d'intervention à travers ses programmes nationaux, ses documents d'orientation.

Certaines collectivités locales comme la municipalité de Dakar ont défini une politique de lutte contre le fléau. Ainsi sous la direction de Momar Coumba Diop, une réflexion très importante a donné lieu à un ouvrage intitulé : La lutte contre la pauvreté à Dakar. Seulement compte tenu de la densité de l'ouvrage, ce travail approfondi de sociologie, donnera-t-il lieu à une bonne exploitation de la part des décideurs ? Cette approche de la pauvreté urbaine par les municipalités se trouve relayée par les différents ministères du gouvernement car la question de la pauvreté se situe au coeur des préoccupations des autorités gouvernementales. L'urbanisation massive, une conséquence de la rareté des ressources en milieu rural explique la création d'un ministère de la ville qui a, déjà, produit un volumineux document sur *le cas des*

al Fadjri

: La pauvreté s'aggrave. 25 mars 1997

: Vaincre la pauvreté par les micro-projets. 5 mai 1997

: Ces bandes qui se multiplient.. 13 mai 1997

: Les patrons misent sur une baisse. 10 octobre 1997.

: Pauvreté une menace pour la démographie. 18-19 octobre 1997 p.5.

: Pauvreté à Dakar : Derrière les immeubles, la misère. 8-9 octobre 1997.

: Familles monoparentales. Cauchemar des femmes. 10 novembre 1997

: Faire l'économie d'une lutte socialo-socialiste. 28 novembre 1997.

: Sans domicile fixe. Ces citoyens de nulle part. 26 décembre 1997

Le Matin

: Lutte contre la corruption et Bonne Gouvernance. 16 octobre 1997.

Le Témoin

: Ces toubabs qui galèrent chez nous. Mardi 18 – lundi 24 1997

Le Soleil

: Programme de nutrition communautaire. Croisade contre la pauvreté à Guinaw Rail. Vendredi 21 février 1997.

La Vache: Le Sénégal parmi les plus pauvres : inquiétant. Octobre 1997.

Sur la Société Civile

Coupure de presse

Le Débat: Société civile le temps des faimeurs.

Feu vert : Contribution au débat sur la société civile. 21 au 27 mars 1997.

SUD Quotidien : Le débat sur la société civile sénégalaise : concept fiction d'une réalité inachevée 25 et 28 février 1997

: Société civile et partis politiques. Le front ? Parlons en. 7 mars 1997.

: Le débat sur la société civile : l'engagement de la 25ème heure

La Vache : le développement de la société civile. Le point en Afrique

Wal Fadjri : Quelle société civile ? 25 février.

civile dans le processus décisionnel.

- Le caractère spécifique de certaines études tournant autour d'une évaluation des conditions de vie au Sénégal, de la poursuite des réformes et la lutte contre la pauvreté au Sénégal. L'abondance des données et la technicité de l'approche rendent l'exploitation des documents sur l'évaluation, parfois, difficile. Conscientes de la complexité des réalités et pour rompre avec la démarche de la Banque Mondiale, les autorités gouvernementales ont mis en place, un système d'information destiné à suivre de façon plus rigoureuse les effets des politiques d'ajustement. Après tout, quelle signification donner à leur rôle si elles n'arrivent pas à appréhender correctement les dimensions sociales de l'Ajustement (DAS) ?

Ainsi, en 1994/1995⁸, fut entreprise une enquête auprès des ménages (ESAM). Seulement, on peut lui reprocher de tomber dans les mêmes travers que la Banque Mondiale car les préoccupations économiques en constituent l'ossature. L'enquête tourne autour du niveau de consommation en relation avec la croissance, l'auto-consommation et les dépenses non alimentaires.

L'exploitation des données de l'ESAM par tout chercheur permet de dire qu'elle s'est fondée sur des normes standard comme la structure des revenus et dépenses des ménages, l'indice de prix à la consommation des ménages, les indications sur l'habitat et le mobilier des ménages. Seulement est-il possible de tirer des conclusions pertinentes sur la base d'un échantillon de 33 000 ménages même si on reconnaît que les quartiers enquêtés ont été bien ciblés? La pauvreté s'y identifie à un environnement très difficile : une promiscuité s'expliquant par de fortes concentrations humaines et une exigüité des demeures où note l'absence, l'indisponibilité ou l'insuffisance des sanitaires et infrastructures de base.

Au plan statistique, on dispose de l'Enquête sur les Priorités (ESP) menée entre septembre 1991 et janvier 1992 par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS). Les résultats de l'ESP dénotent certaines insuffisances car en raison de son caractère descriptif, ils

⁸- La critique du document est entreprise par Momar Coumba Diop, in op cit, dans l'introduction.

Commentaire des Cartes

L'analyse des cartes, tirées du rapport Final du Groupe de Réflexion Stratégique du Ministère de l'Agriculture sur la pauvreté rurale au Sénégal : diagnostic et stratégie de lutte publié en juillet 1997, donne des informations extrêmement intéressantes sur l'état de la pauvreté au Sénégal. On y découvre une diversité de cartographies du niveau de pauvreté au Sénégal :

- Une cartographie du Sénégal établie suivant un niveau de pauvreté rurale par département selon le revenu global. L'examen de cette carte révèle que la pauvreté frappe plus fortement les départements de Fatick, Kaffrine, Bignona, Kolda et Kédougou.
- Une cartographie qui établit le profil de la pauvreté rurale par département selon l'indice composite révèle que les départements de Linguère, Kaffrine, Sédhiou et celle de Kolda sont les plus pauvres.
- Une autre cartographie qui établit le seuil de pauvreté rural par département selon le niveau de fréquentation scolaire, montre que les départements de Louga, Mbacké, Gossas, Matam, Foundioune, et Kaffrine sont les plus faiblement scolarisés.
- La cartographie qui dresse le niveau de pauvreté par département selon l'accessibilité aux services de santé, montre d'une part que les départements de Linguère, de Mbacké, de Sédhiou, de Kolda et Vélingara sont les plus faiblement dotés en infrastructures sanitaires, d'autre part, un nombre important de départements sont moyennement munis d'infrastructures sanitaires.
- La cartographie qui établit un niveau de pauvreté rurale par département selon l'accessibilité à l'eau potable montre que très peu de départements sont suffisamment dotés d'eau potable. De même, la cartographie qui établit le niveau de pauvreté rurale par département selon le degré de malnutrition des enfants montre que la presque totalité des départements sont confrontés à ce problème.
- Enfin, la cartographie qui dresse le niveau de pauvreté rurale par département selon l'indice de végétation montre le contraste qui existe entre le Nord et la partie Sud du pays.

Seulement, ces cartes donnent des informations partielles voire incomplètes de l'état de la pauvreté au Sénégal. En outre, elles retracent une situation qui a connu aujourd'hui une certaine évolution et qui nécessitent une actualisation.

la commune de Tambacounda¹¹, sur Diourbel¹² et la ville de Dakar. L'organisme des Nations Unies avec ces synthèses, cherche à réorienter son action à partir des informations disponibles privilégiant une collaboration avec la société civile.

Quant à l'UNICEF, fidèle à son orientation, elle est, aujourd'hui en mesure de faire le point de sa politique à l'égard de l'enfance difficile. La réhabilitation des droits des talibés passe par une lutte contre la malnutrition, le manque d'hygiène, par la mise en oeuvre d'un programme de vaccination et de soins, une distribution d'habits et de couvertures.

Le dernier volet sur les bailleurs de fonds porte sur les stratégies d'intervention de l'USAID dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement. L'USAID a mis en place un projet d'appui aux ONG dont l'objectif est de renforcer les capacités de la société civile dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

3. La contribution de la société civile, à travers surtout l'action des organisations non-gouvernementales (O.N.G).

A l'exception de quelques rares ONG, comme ENDA, CARITAS, les ONG n'ont réellement commencé à s'activer de manière significative, qu'à partir de la grande sécheresse de 1973-1974, en apportant leur concours aux populations rurales éprouvées.¹³

Les ONG ont, certainement, renforcé leurs actions au cours des dernières années et il faut admettre que l'essentiel des études sont faites par cette société civile à travers la communauté universitaire, les consultants et les membres d'ONG; seulement une réflexion émanante du milieu des ONG pour définir la stratégie des ONG face à la pauvreté, de façon autonome, constitue un fait rare. Le seul document à notre connaissance disponible et allant dans ce sens reste l'étude sur la pauvreté au Sénégal initiée par le Conseil des Organisations non

¹¹- Fall Abdou Salam, Diagnostic de la pauvreté et stratégie de lutte dans la commune de Tambacounda. PNUD-Ministère de la décentralisation, 69 p 1996.

¹²- Diouf Mamadou : Le rôle de la municipalité de Diourbel dans la lutte contre la pauvreté. PNUD-Ministère de la Décentralisation. Dakar 1996.

¹³- Cf La problématique du développement participatif... par les consultants : Oumou Khayri Niang, Amadou Guèye Diouf et Moussa Bâ. PNUD, juin 1991. p 40.

Elle montre, par ailleurs, les conséquences qui résultent de cette pauvreté, comme l'insécurité et la criminalité croissantes dans les centres urbains, le développement des trafics de tout genre (drogue, organes, etc.), la prostitution, la mendicité, etc. Une lecture plus fine de ces articles révèle, également, une discrimination suivant la manière par laquelle la pauvreté urbaine touche certains segments de la population et les rendent d'autant plus vulnérables; il s'agit des femmes, des enfants et des personnes du 3e âge.

Enfin la presse écrite montre les réponses qui sont apportées par les pauvres eux-mêmes pour s'en sortir, par le gouvernement, par les bailleurs de fonds et enfin par les ONG qui sont une des composantes essentielles de la société civile.

Par ailleurs, la pauvreté rurale constitue un sujet de préoccupation dans la presse écrite.

La paupérisation qui frappe les campagnes sénégalaises est bien cernée. Les articles en recherchent les causes dans la chute des prix des cultures d'exportation et du désengagement de l'État par rapport à sa fonction d'assistance au monde rural. L'exode rural comme réponse à la pauvreté rurale est abondamment commenté dans la presse. Cette pauvreté rurale frappe durement les personnes défavorisées que sont les femmes, les enfants et les personnes de 3e âge. L'organisation et la mise sur pied de structures communautaires constituent les principales réponses à la pauvreté rurale selon la presse. Le rôle des bailleurs de fonds et des ONG est souvent mis en exergue par la presse.

Si on a insisté sur la presse, c'est parce qu'elle rend compte des activités des institutions, des bailleurs et de la société civile; la réflexion, les stratégies de ces trois composantes seront à la base de ce travail.

La synthèse des écrits sera complétée par une enquête auprès des populations permettant d'appréhender leur perception de la pauvreté, un véritable défi empirique. Avec l'enquête sur la mesure des conditions de vie (EMCV: BM), on peut se demander si les techniques d'évaluation rapide en milieu rural (ERMUR) proposées comme alternatives à ces grandes enquêtes peuvent correctement mesurer les variables fondamentales et les indicateurs du bien-être social en dépit de leur mérite en termes de rapidité, de faible coût et de facilité

Niveau de pauvreté par département selon l'accessibilité aux services de santé



Acces au services de sante en milieu rural

Classement des departements selon le temps de trajet (en mn)

- 50 - 85.3
- 40 - 50
- 28.9 - 40
- 0 - 28.9



Accessibilité à Jean Boissipis

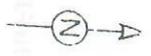
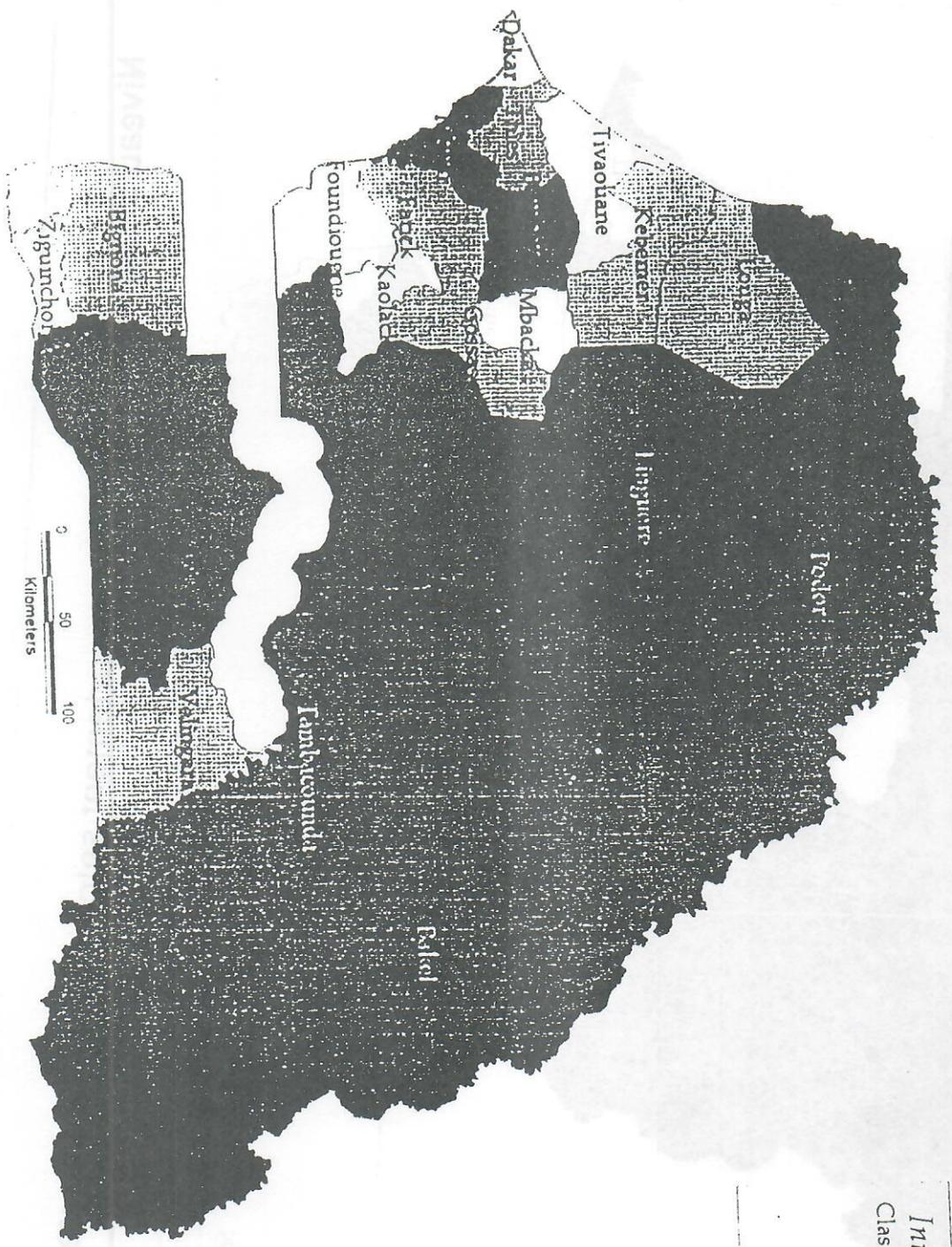
durabilité des actions, des résultats; les chances de reproductibilité des innovations et des modalités de sa capitalisation sur une échelle plus grande.

Ces sources riches et variées, au moins en ce qui concerne la pauvreté nous permettent de faire le point, sur la corrélation lutte contre la pauvreté/société civile. Ce qui nécessite d'abord une bonne approche de la pauvreté.

Niveau de pauvreté rurale par département selon le degré de malnutrition des enfants

Intensité de la Malnutrition
 Classement des départements en 1992

- 0 - 20,6
- 20,6 - 24,1
- 24,1 - 27,5
- 27,5 - 39,6



la pauvreté au Sénégal. Selon Momar Coumba Diop, "avec la dévaluation du franc CFA, cette évolution [économique] s'accompagne de bouleversements socio-économiques dont l'ampleur est encore difficile à mesurer"¹⁷

L'application de ces politiques a entraîné un accroissement du chômage, une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et des ménages et une paupérisation de la population comme conséquences sociales de ces ajustements structurels.

Déjà en 1989, la récession économique se manifestant par une chute du taux de croissance de l'ordre de 1,3% constitue le résultat de l'échec des stratégies adoptées. On note la diminution du pouvoir d'achat aussi bien des urbains que des ruraux, mais avec les ruraux une forte baisse de leurs capacités à se payer des intrants, à se nourrir ; ainsi la ruée vers les villes-centres a commencé et n'a cessé de s'accroître tout le long de la décennie 80.

Selon les résultats des dernières enquêtes démographiques, Dakar abritait, en 1997, 26% de la population sénégalaise et devrait, en 2005, en regrouper 29% environ. Le taux d'urbanisation en 1997 est de 43% avec une croissance annuelle de la population urbaine de 4,6% par an depuis 1979.

Avec un taux d'accroissement intercensitaire (1976-1988) de 2,7% par an, le Sénégal connaît un rythme d'accroissement démographique très rapide. Depuis l'indépendance, cet indicateur n'a pas cessé d'augmenter, passant de 2,3% par an entre 1960 et 1970 à 2,6% entre 1970 et 1976. Il semble cependant se stabiliser avec la baisse de l'indice synthétique de fécondité qui est passé de 6,6 en 1986 à 6,0 en 1992/1993.

Tous ces chiffres reproduits invariablement par l'ensemble des documents -aussi bien ceux des chercheurs que des officiels- montrent largement que le croît démographique contraste, fortement, avec le niveau des performances économiques. En effet, le rythme de croissance du Produit intérieur Brut (PIB) réel a eu tendance à baisser au cours des 15 dernières années : de

¹⁷ - La lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale. Programme de Gestion Urbaine. Bureau Régional pour l'Afrique. Série Documents de politique, 1995 p 11.

de cette institution reconnaissent de plus en plus que la pauvreté contient une composante relative. Les avis des médecins, nutritionnistes et autres scientifiques ne suffisent pas pour rendre de façon correcte l'état de la pauvreté, son étendue ; comment les pauvres perçoivent leur privation est aussi une dimension pertinente.

Jusqu'à quel point la pauvreté est-elle relative ou absolue? La pauvreté est-elle matérielle ou est-elle sociale ? Quel niveau d'inégalité dans le bien-être est juste et désirable?

Dans son rapport sur le développement humain, le PNUD, propose l'utilisation d'un indice de développement humain calculé à partir de trois variables (l'espérance de vie, l'alphabétisation et le revenu) pour mesurer le progrès socio-économique.

D'autres acteurs ont ajouté à ces facteurs purement matérielles, la dignité et le plaisir venant de l'exercice d'un métier ; il faut, par ailleurs, considérer les dangers liés à une disparité extrême dans la distribution du revenu parmi les ménages et dans la distribution des ressources parmi les nations et le besoin d'une croissance personnelle pendant le cycle de la vie comme un élément-clé de l'épanouissement personnel et du bonheur. En résumé, on peut définir la pauvreté comme un état de privation matérielle, sociale ou morale tandis que le bien-être se mesure au niveau et à la distribution du revenu, des opportunités de travailler, de la santé, de la nutrition, de la conscience morale et de tous les autres éléments du bien-être individuel tel qu'identifiés et mises en priorité par les populations elles-mêmes.

3. L'état de la pauvreté au Sénégal.

Dans le cadre de ce travail de synthèse qui ne consiste pas à faire une nouvelle étude sur la pauvreté et ses manifestations au Sénégal, pour apprécier correctement la situation, on peut partir d'une compilation d'études existantes. Il s'agit d'abord de l'enquête auprès des ménages réalisée par la direction de la prévision et de la statistique (ESAM, mars 1994 et mai 1995), ensuite de la synthèse qu'en a faite le Ministère de l'Economie et des Finances, dans son document sur le Programme de lutte contre la pauvreté. Il est évident que dans le cadre de ce travail, on ne dispose d'aucun moyen pour vérifier l'exactitude des données contenues dans les

Sénégal : Indicateurs de santé choisis, 1979 à 1990

Département/ Région	Nombre total de pauvres	Taux de pauvreté	Taux de scolarisation ^o	Taux de mal nutritif ^o	Taux d'accès à l'eau potable	Taux de consultation ^o primaire curative
Dakar	65770	9,8%	76,47	6,0%	97,9%	
	158177	23,7%	55,73	6,1%	89,9%	2,0%
	53372	30,2%	64,54	6,0%	99,5%	
Fatick	75675	19,9%	42,32	3,1%	66,9%	9,0%
	100756	26,5%	41,72	0,0%	49,0%	6,6%
	71104	25,0%	22,09	3,2%	31,4%	4,5%
Kaolack	76802	43,0%	18,79	16,2%	55,3%	11,0%
	73310	41,3%	16,67	4,9%	76,0%	12,5%
	69774	60,6%	18,04	15,0%	53,0%	10,0%
Kolda	39113	12,4%	46,01	11,3%	66,3%	
	66507	26,2%	09,16	6,0%	18,8%	33,0%
	17517	11,6%	32,59	18,2%	29,0%	27,0%
Matamoras	87879	44,0%	22,27	8,0%	18,5%	22,0%
	44948	86,8%	18,50	4,9%	21,5%	14,0%
	37299	30,6%	19,12	0,0%	52,5%	25,0%
Ndiass	195525	54,8%	08,86		32,9%	11,5%
	106521	35,1%	35,89	4,2%	62,9%	12,0%
	77845	43,8%	17,13	4,3%	19,1%	10,0%
Saint-Louis	81621	36,9%	19,88	5,9%	27,6%	4,0%
	50669	27,3%	35,26	2,8%	50,0%	9,0%
	20000	8,7%	07,08	1,2%	76,8%	6,5%
Sédhiou	103547	52,1%	41,60	10,0%	21,1%	10,0%
	82747	54,8%	17,27	3,3%	11,0%	
	75112	46,6%	07,45	5,4%	63,1%	9,0%
Ziguinchor	91054	57,3%	29,76	5,8%	2,8%	
	50291	47,5%	21,60	2,8%	0,0%	6,0%
	165481	62,1%	27,68	2,2%	13,7%	9,0%
Ziguinchor région	52869	26,6%	57,32	4,8%	18,5%	nd
	95377	53,2%	62,63	5,3%	13,1%	nd
	16137	74,3%	77,17	0,0%	0,0%	nd
Total	2302796	32,7%	35,76	5,0%	58,0%	13,19%

ce groupe, on relève que 18,3% de personnes dépensent en moyenne 600 000 f CFA (une fourchette nettement en dessous de 10%) et que seuls 6,6% dépensent moins de 100 000 f CFA. Ces chiffres baissent respectivement à 0,7 et à 55,5 % quand il s'agit de chômeurs."

Seulement, pour ne pas biaiser la réflexion et permettre une intervention efficace, il faut prendre comme point de départ le fait que les mécanismes générateurs de pauvreté n'agissent pas de la même manière selon qu'on est en ville ou en campagne. En milieu rural, le phénomène agit au niveau communautaire, tandis qu'en milieu urbain, il s'attaque plutôt aux individus, aux familles et ménages. On ne peut que rester dubitatif devant la conclusion du document du Ministère des Finances à ce sujet lorsqu'il dit que *"la pauvreté urbaine exprime une vulnérabilité qui semble le plus souvent transitoire et donc réversible à plus ou moins brève échéance, alors que la pauvreté rurale semble chronique et plus "structurelle"*. La pauvreté dans certains milieux urbains (quartiers flottants, populaires, la lointaine banlieue) s'installe durablement tandis que les familles dans les rues du Plateau se multiplient sans qu'aucun remède ne soit apporté à ce fléau et que la paupérisation des classes moyennes devienne irréversible. Ces éléments se trouvent confortés par l'approche du seuil de pauvreté.

Ce seuil de pauvreté, "en termes de dépenses alimentaires, est évalué en 1996 à 3.747 F CFA par habitant et par mois alors que la dépense moyenne des personnes pauvres se situe à 2.468 F CFA, soit 33% en dessous du minimum jugé vital pour la satisfaction des besoins en calories."

Cette situation se trouve accentuée en milieu rural par le faible revenu monétaire, la quasi inexistence du niveau de l'autoconsommation, les difficultés d'accès au crédit et le manque de couverture des services sociaux. *Le revenu annuel moyen par ménage est 3,5 fois inférieur à celui enregistré en milieu urbain.*

En ville, les indicateurs de pauvreté les plus pertinents se rapportent à l'accès aux services urbains, à l'accès à la propriété foncière et à la possibilité pour les couches les plus vulnérables de trouver un système de solidarité et d'appui. En 1996, le niveau d'accès aux services de base est resté faible avec seulement 36% de ménages branchés aux réseaux

Domaines d'intervention de quelques ONG (à titre indicatif)

Domaines de compétence	ONG Partenaires potentiels	Régions	Projets PNUD concernés
Médicalisation	<ul style="list-style-type: none"> - Maisons familiales rurales (Wolof - Sérère) - USE/PIP (Poullar) - TOSTAN (Poullar - Wolof) - ARP - FARD - DIAGNE et DIACK 	10 régions St-Louis Thiès - Kolda Tamba - Kolda St-Louis St-Louis	SEN 86/010 SEN 86/004 SEN 87/015 SEN 87/027
Généraliste & Gestion	<ul style="list-style-type: none"> - ACEP - ACA - CARITAS 	Dakar - Thiès Tamba Kolda	SEN 85/002
Planification & Planification	<ul style="list-style-type: none"> - CIEPAC - CECi - MFR 	Ziguinchor - Tamba - Kolda 10 régions 10 régions	
Extension rurale	<ul style="list-style-type: none"> - World Vision - CADEC - CARITAS 	Louga Tamba	
Coopération	<ul style="list-style-type: none"> - CRS 	Tamba	
Appui à la production de petites entreprises rurales et artisanales	<ul style="list-style-type: none"> - ASAFIN - RADI - OFADEC - OXFAM - FDEA - OEFI 	Dakar Thiès Tamba Dakar	
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - CADEC 	Tamba	
Culture	<ul style="list-style-type: none"> - RADI - USE - CARITAS - FONDS 		
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - AFRICARE/PADEC/CARITAS - OXFAM - FDEA 		

Le phénomène du **goor goorlu**²⁰ est apparu avec l'ajustement structurel. On note à partir des années 80, un développement sans précédent de l'imaginaire populaire pour peindre les difficultés que rencontrent les populations, particulièrement des villes à résoudre leurs problèmes socio-économiques.²¹ On ne peut que saluer le caractère fécond de l'imaginaire collectif pour traduire la dégradation des conditions de vie :

- "**Ñaak day doflo nit**" : la misère et la pauvreté déstabilisent l'être humain et le rendent fou.
- "**dangay doyadi, do am kaddu**" : tu es déshumanisé en partie, tu n'as pas voix au chapitre.
- "**lekko, nano say nelaw doyoul**" : tu ne manges pas à ta faim, tu n'étanches pas ta soif et tu dors pas assez.

Le terme **Goor goorlu** est venu pour conceptualiser une situation de fait dans laquelle se reconnaissent un nombre élevé de citoyens quelle que soit leur catégorie sociale, à quelque exception près. L'illustration la plus vivante est donnée par T.T. Fons du *Cafard Libéré*. Il faut signaler le rapprochement entre la privation de biens matériels et la folie ou la mort car dans la société sénégalaise l'existence doit se traduire par une capacité à faire face aux nombreuses sollicitations de la société où la vénalité des rapports sociaux explique dans une grande mesure l'ancrage de la corruption.

On ne peut être plus explicite avec l'utilisation du terme **goor goorlu** que lorsque l'on veut évoquer la crise de la masculinité au Sénégal. Le père de famille sénégalais qui ne peut plus faire face aux sollicitations de sa progéniture sombre dans la violence ou la démission totale. On a même vu des pères de familles s'exiler sans laisser de traces derrière eux. Toutes les enquêtes menées auprès des populations montrent les efforts surhumains que les femmes fournissent pour procéder à un équilibrisme précaire.

Pour revenir au personnage de la bande dessinée du *Cafard libéré*, on souscrit

²⁰ - L'expression goor goorlu est formée à partir du mot goor, homme, le sexe masculin qui symbolise le pouvoir économique, la protection de la famille, etc. Faire le Goor goorlu signifie avoir un comportement digne d'un homme, savoir être patient et surtout avoir l'esprit et le sens du sacrifice.

²¹ - Cf. Daouda Diop, Le phénomène de la pauvreté (Dakar et sa banlieue). Stratégies d'intervention. Dakar Mai 1991.

du Programme de lutte contre la pauvreté (en millions de FCFA)

Région	Activités productives	Accès aux services de base	Promot° Eco Femmes	Total indicatif
ounda	0	0		0
irales (22)	990	1320		2310
nes (3)	540	600		1140
ambacounda	1530	1920	1050	4500
urales (48)	0	0		0
mes (6)	2160	2880		5040
	675	750		1425
ouga	2835	3630	860	7325
k	0	0		0
urales (41)	1845	2460		4305
mes (6)	945	1050		1995
Kaolack	2790	3510	860	7160
urales (35)	0	0		0
mes (8)	1575	2100		3675
	720	900		1620
Fatick	2295	3000	1010	6305
urales (43)	0	0		0
mes (5)	1935	2580		4515
	810	900		1710
Kolda	2745	3480	1150	7375
chor	0	0		0
urales (20)	900	1200		2100
mes (4)	1095	1260		2355
Ziguinchor	1995	2460	1550	6005
r				
s (4)	2760	3240	0	6000
Dakar	2760	3240	850	6850
-louis				
mes (2)	825	960		1785
I Saint-Louis	825	960	900	2685
rbel				
mes (2)	825	960		1785
il Diourbel	825	960	830	2615
TAL GENERAL	19425	23160		50820

les populations qui développent leur propre conceptualisation. A ce niveau, elle devient un phénomène structurel et hélas, les tendances lourdes n'incitent, guère à l'optimisme.

5. Les manifestations des tendances lourdes sur la pauvreté

Ces manifestations ne peuvent être saisies qu'à travers la progression de la pauvreté à travers les données chiffrées, surtout, reflets d'une économie en crise depuis la fin des années 70. En dépit des différents programmes et plans dénommés diversement de stabilisation, de redressement et d'ajustement soutenus par la Communauté internationale, la situation s'est peu améliorée. La dévaluation du franc CFA, en début 1994, a été le couronnement logique des contre-performances économiques enregistrées. La capacité de l'État à mettre en place des infrastructures adéquates et en nombre suffisant, se trouve considérablement entamée. Il en est ainsi de la diminution des dépenses publiques, surtout pour tout ce qui touche le domaine social. Selon les documents officiels, *la dépense par tête d'habitant est passée de 653 F CFA pour la santé et 2268 F FCA pour l'éducation en 1978/79, à 532F CFA et 1987 F CFA respectivement en 1996/97.*²² Cette situation se trouve exacerbée par le changement de parité du franc CFA, intervenu en janvier 1994 et qui s'est traduit par un renchérissement des coûts des services sociaux.

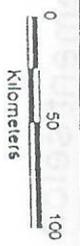
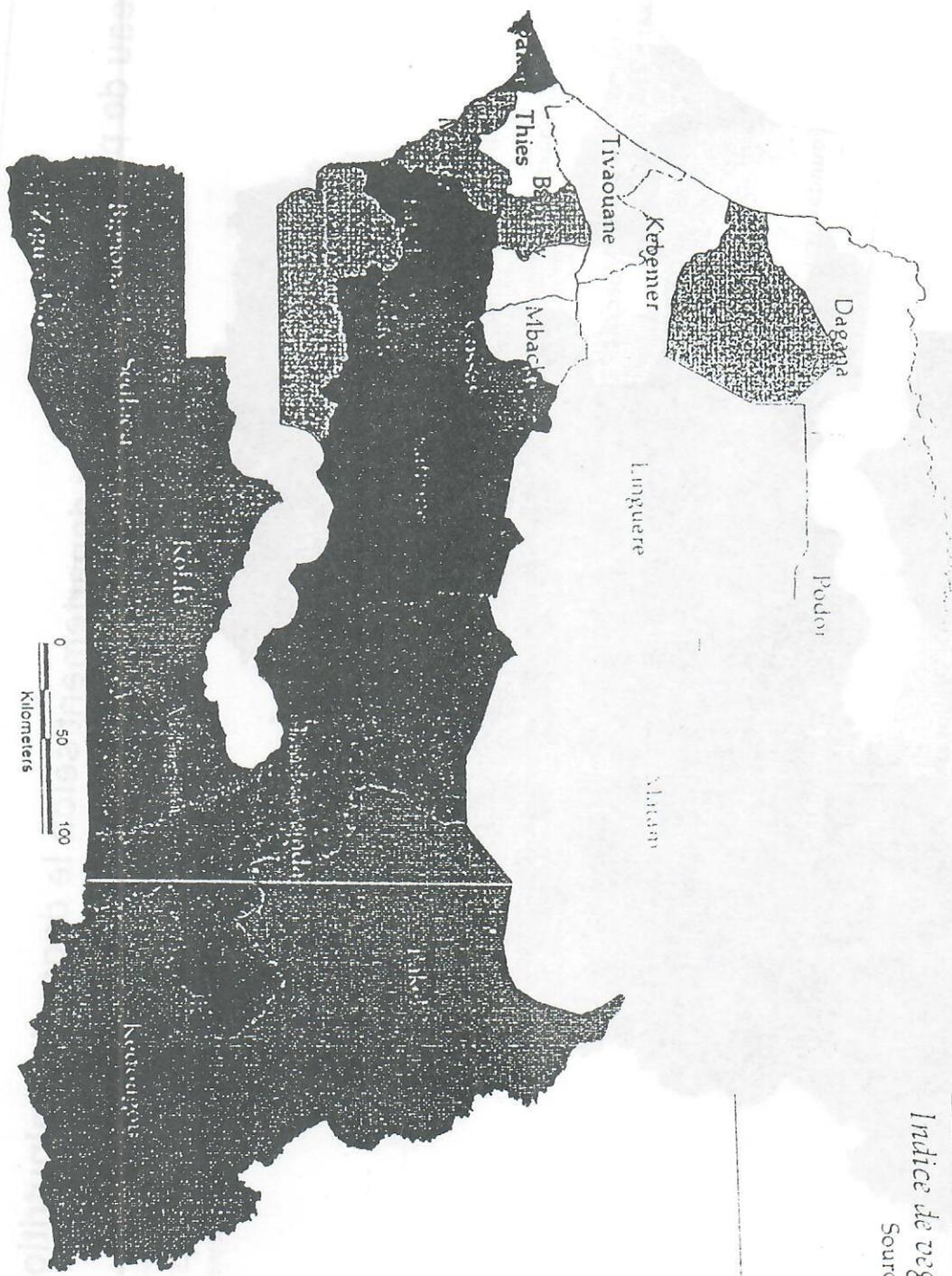
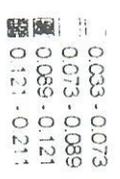
La combinaison de tous les indicateurs aboutissent à une négation de l'indice au développement. Dans un pays où plus de la majorité a moins de 20 ans, un des plus grands défis se situe au niveau de l'éducation, seulement *avec un taux de scolarisation de 54,5% en 1995, le Sénégal figure parmi les pays les plus faiblement scolarisés.* Or le manque d'éducation fait qu'on appréhende difficilement les enjeux et qu'on soit moins bien préparé à intégrer les valeurs de la modernité. Le taux très élevé de l'analphabétisme des femmes (plus de 70%) explique dans une large mesure, le niveau où situe la mortalité maternelle (510 pour 100 000 naissances vivantes) et infantile (68‰). La faiblesse de la couverture sanitaire (aussi bien en infrastructures qu'en personnel) par rapport aux normes de l'OMS rend préoccupante la santé des Sénégalais. Le désengagement de l'État du secteur, imposé par les PAS, explique la

²²- Programme de lutte contre la pauvreté. MEFP, p 10.

Niveau de pauvreté rurale par département selon l'indice de végétation

Indice de végétation par département

Source: CSE, Dakar, 1992.



annuel entre 1994 et 1997.

L'urbanisation non maîtrisée se répercute aussi sur la qualité des services et explique la dégradation accélérée de l'environnement. La ville de Dakar, principal centre urbain du pays, abrite à elle seule 55% de la population urbaine totale. Comment dans ces conditions promouvoir un secteur d'assainissement adéquat surtout lorsqu'il n'a pas bénéficié d'investissements consistants? On s'en rend compte surtout en période hivernale et pourtant les documents officiels reconnaissent que *seules cinq villes disposent de systèmes d'égouts d'évacuation des eaux usées, avec des taux de branchement compris entre 2 et 36%*. A cela s'ajoute l'absence d'un système généralisé de collecte et de conditionnement des ordures ménagères. La ville de Dakar en offre, quotidiennement, l'exemple le plus parfait; elle s'est transformée en un immense dépotoir d'ordures. Les PAS ont entraîné la faillite de toutes les sociétés d'assainissement impliquées dans une privatisation mal engagée (les travaux communaux, la SIAS, la SONEES etc.) et celles impliquées dans la collecte des ordures. A ce niveau, le seul véritable remède reste l'éducation des populations et la prise en charge par elles mêmes de leur environnement immédiat. Le mouvement *Set-setal* (être propre et rendre propre) né en 1989 avait suscité un grand enthousiasme mais s'est émoussé avec une politisation excessive des ASC.

Le problème de l'assainissement se trouve aggravé par l'inaccessibilité à l'eau potable par une bonne frange des Sénégalais. Selon le recensement de la population de 1997, *83% des ménages urbains et 27% des ménages ruraux ont accès à l'eau potable. En milieu urbain, le taux de branchement individuel concerne seulement un peu plus du tiers des ménages. Les autres ménages s'approvisionnent au système de bornes-fontaines et des puits (17% des ménage). Dans le milieu rural, les régions de Kolda, Tambacounda et Ziguinchor accusent un déficit d'équipement avec des taux d'accès à l'eau potable qui ne dépassent pas 30%.*

Comment inverser cette tendance lorsque les leviers sur lesquels, on doit s'appuyer ne fonctionnent quasiment plus ? Comment accéder à l'autosuffisance alimentaire? Où trouver les capitaux nécessaires au développement ? Ces questions sont loin de trouver des réponses satisfaisantes car :

par la situation d'ensemble du secteur de l'emploi marqué par des suppressions estimées à plus de 15000 depuis 1986, l'accentuation de la paupérisation et une plus grande précarisation des positions professionnelles, par une baisse du salariat, une remise en cause lente mais continue du modèle de redistribution qui est à la base des solidarités "traditionnelles" et l'affaiblissement des réseaux familiaux ou de protection sociale.

Ces tendances lourdes se trouvent renforcées par la dévaluation du franc CFA qui a, surtout, aggravé la pauvreté au sein des travailleurs du secteur formel dont le pouvoir d'achat, dans certains cas, a baissé de moitié. On devine aisément les conséquences sociales et politiques d'une telle situation sur les classes moyennes surtout au niveau des centres urbains. Les premières difficultés du système national de retraite et de protection sociale des travailleurs viennent aussi se greffer à la paupérisation progressive des couches moyennes.

Les autres tendances lourdes comme l'urbanisation massive (60% d'urbains en l'an 2015), "l'informellisation" quasi totale de l'économie qui concerne plus de 80% des actifs et la rupture des systèmes traditionnels et classiques de solidarité, induisent le besoin impérieux de dresser une typologie de la pauvreté.

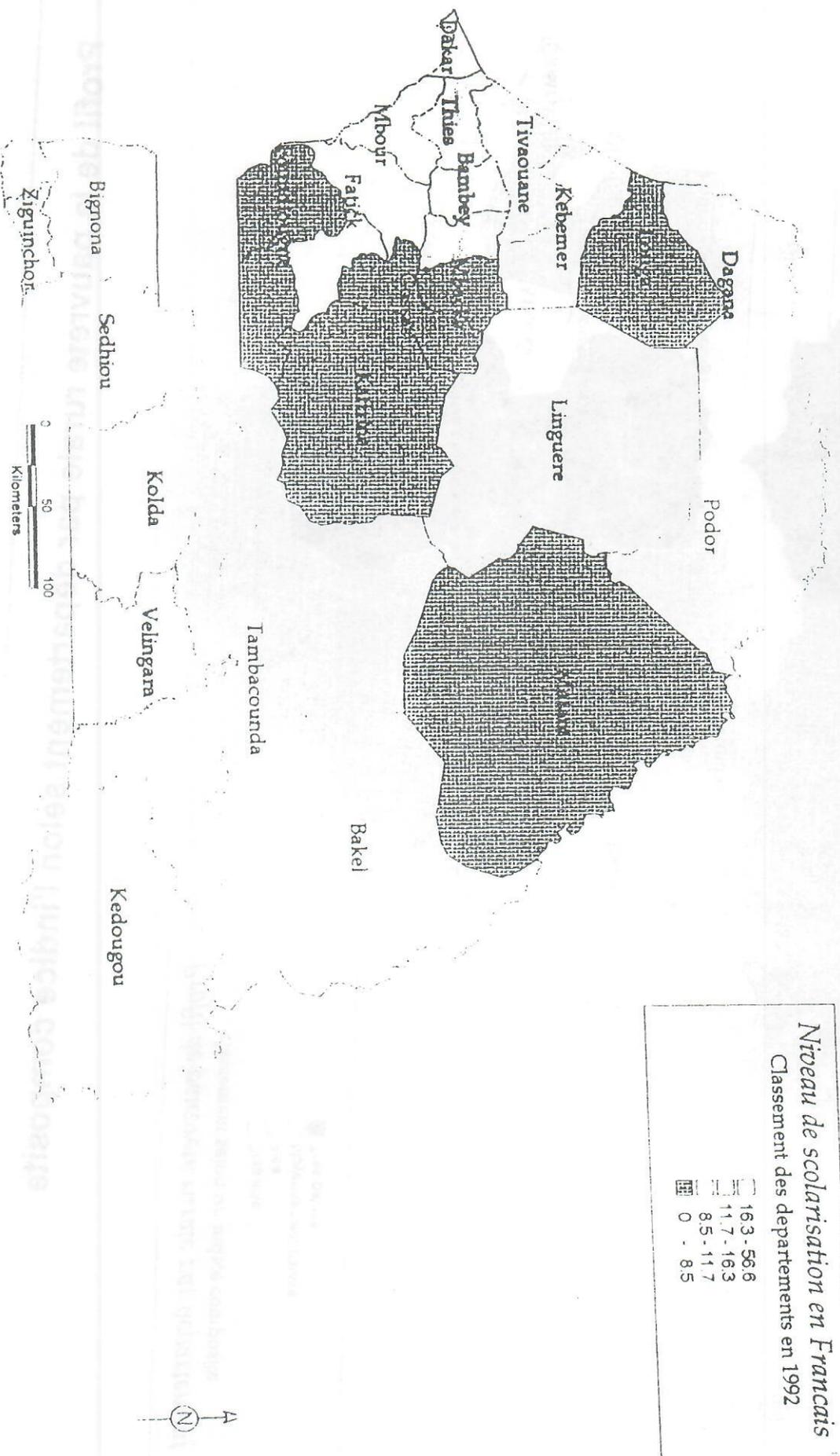
6. Typologie des pauvres

Les différentes analyses des résultats de l'ESP suggèrent une typologie des pauvres selon les groupes; ce qui permet de cerner de façon exhaustive la pauvreté. Un premier clivage apparaît nettement entre la ville et la campagne.

En ville, la pauvreté constitue le lot des ménages de grande taille (12 personnes contre 7.7 pour les non-pauvres à Dakar) dont les chefs ont un bas niveau d'instruction, exercent une activité peu ou pas mécanisée et perçoivent des revenus incertains. Seuls 24% des revenus de pauvres à Dakar et 13% dans les autres villes sont salariés.²⁴

²⁴ - En évoquant les divergences entre l'État les syndicats sur la hausse des salaires et des traitements, en ce premier mai 1998, Ousseynou Guèye du quotidien *Wal Fadjri* commente : "...dans la politique économique mise en œuvre au Sénégal, ce sont les travailleurs qui ont des revenus fixes qui souffrent le plus. La contradiction de la demande solvable, qui reste l'un des piliers de cette politique, se traduit de fait par une paupérisation d'une bonne partie des salariés. En 1994, l'inflation a été estimée à 32% alors que la hausse des salaires se situait autour de 5%. Ce qui

Pauvrete rurale par departement selon le niveau de frequentation scolaire



dans ce cadre que le rôle de la société civile va constituer un recours aux défaillances de l'État.

Mais avant de définir le rôle et la stratégie de la société civile, quelle évaluation peut-on faire de la contribution du gouvernement du Sénégal pour réduire la pauvreté ?

7. La contribution du gouvernement sénégalais

L'application des politiques d'ajustement structurel, accentuant la pauvreté, a poussé l'État du Sénégal à mettre l'accent sur la dimension sociale de l'ajustement structurel. C'est ainsi qu'il a mis sur place, au sein des différents ministères, des projets tendant à réduire certaines manifestations de la pauvreté.

Au niveau institutionnel, des structures comme le Ministère de la Santé, celui de la Femme, de l'Enfant et la Famille gèrent principalement la politique du gouvernement en matière de bien-être social. Seulement, il est difficile d'identifier une politique claire du gouvernement, impliquant différents intervenants. Au contraire, l'action de l'État se trouve éclatée en une dizaine d'institutions n'ayant pas nécessairement la même vision de la pauvreté.

A la suite du séminaire organisé en mars 1995 par le MEFP avec le concours de la Banque Mondiale, celui du PNUD et de la coopération allemande, en vue de la définition d'une stratégie de lutte contre la pauvreté; la politique officielle semble faire l'objet d'une meilleure coordination. Dans ce cadre, le gouvernement du Sénégal a mis sur pied un programme national de lutte contre la pauvreté qui poursuit les objectifs suivants :

- L'accroissement et la diversification des revenus.
- La création d'emplois.
- L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base à travers la mise sur place d'infrastructures communautaires.
- L'amélioration du système de prise en charge des groupes vulnérables.

CHAPITRE III : IDENTIFICATION ET ROLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SÉNÉGALAISE

1. De l'actualité du débat sur la Société Civile au Sénégal.

Le Sénégal, comme la plupart des Etats africains, n'échappe pas aux profondes mutations que connaît le continent. Aux mouvements politiques d'essence nationalistes qui ont combattu la colonisation et le néocolonialisme des années 50, 60 voire 70, se sont substituées des expressions et demandes émanantes d'organisations de base réclamant plus de démocratie. L'ajustement structurel, comme on l'a déjà dit, crée un vide en terme de capacités à répondre aux besoins des populations. De nombreuses organisations se sont créées ou transformées pour répondre à ces besoins; seulement, les Sénégalais dans leur majorité, pendant longtemps, sont restés peu conscients des enjeux de la Société civile. Ainsi, on va s'arrêter sur la compréhension du phénomène par une frange de l'élite, pour mesurer tout le travail de sensibilisation et d'organisation qui reste à faire dans le but de créer ou d'élargir un espace autonome à la société civile au Sénégal.

Pour revenir aux termes du débat, dix ans après l'expérimentation des politiques d'ajustement structurel, le numéro 115 du journal, Sud Hebdo²⁵ lança une enquête afin de déterminer la réalité de la société civile au Sénégal. Cette *nébuleuse* déjà définie par Hegel, Marx, Engels et Gramsci se trouve être la véritable scène de l'histoire. La société civile se doit de garantir l'indépendance de ses prises de positions puisqu'elle signifie le refus des populations de confier leur destinée aux seules mains de femmes et hommes politiques, leur désir de se prendre, elles-mêmes en charge dans la réflexion et la gestion de la cité. Que faut-il mettre dans le concept se pose le journal : les clubs, les associations, les syndicats, etc.? Les Sénégalais ont encore des difficultés à cerner la réalité de la société civile.

C'est ainsi que lorsque le débat autour de la création d'une commission électorale nationale indépendante est lancée après les élections municipales et rurales du 26 novembre 1996 et que la place que doit occuper la société civile dans la réflexion au sein de la commission

²⁵- La société civile au Sénégal par Alain Agboton et Vieux Savané. Sud Hebdo n0 115. 26 juillet 1990.

La parité s'agit de...

Venir la parité par les micro-projets...

Ces dates ont été...

Les parités ont été...

Parité avec...

Parité à l'égalité...

Parité monétaire...

Cartes

Parité de...

Une carte...

à l'égalité

Les parités...

à l'égalité

Programme de...

à l'égalité

La parité...

à l'égalité

Le projet...

Le débat eut, parfois, des relents inquisiteurs. A ce propos, relisons l'idée émise par Pape Diop du RND : "La société civile, c'est tout ce qui n'est pas le pouvoir. Ce sont donc les partis de l'opposition, les syndicats, les organisations de défense de Droits de l'Homme, les organisations professionnelles etc. Il n'y a que le PS qui pourrait ne pas en faire partie. Ce n'est donc pas une affaire d'individualités et ces personnes qui s'activent n'ont pas le droit de s'accaparer du concept".

Yéro Deh de la LD MPT mesure l'efficacité de la Société Civile à l'aune de sa représentativité comme si on devait sortir du cadre de l'opinion publique : "je pense qu'il faut qu'il arrive (le groupe des initiateurs du 5 mars) à avoir un regroupement significatif et crédible pour assurer sa participation" à la commission cellulaire. La conception que les hommes politiques ont de la société civile c'est qu'elle doit se mesurer à l'aune de la mobilisation or la société civile dans le cadre politique tourne autour d'une opinion publique qui se construit, irrémédiablement.

Mamadou Diop Decroix fut tout simplement impitoyable : " On ne peut pas passer son temps à boire du thé dans son salon pendant que d'autres personnes se battent et vouloir être à leur côtés quand ils obtiennent des acquis".

Jean Paul Dias déplore qu'on ne "se manifeste que quand il s'agit de se retrouver dans des hôtels pour disparaître après".

Mbaye Jacques Diop traite la société civile avec un brin de mépris puisque pour lui, la participation de la société civile - à la commission cellulaire- n'est pas à l'ordre du jour. "Pour le moment, ce sont les partis politiques qui sont concernés. Maintenant d'autres débats pourraient suivre dont on pourrait élargir l'éventail à la société civile."²⁸

Devant tant de condescendance, certaines personnalités se réclamant de cette société civile tant malmenée, n'ont pas manqué de continuer leur combat, avec beaucoup de conviction

²⁸ - Sud Week-end n0 1164, samedi 22 février 1997.

Quelques Coupure de presses en guise d'exemples

Sur la pauvreté

Gouvernance locale N°2 : Commune de Guédiawaye : on y gère la pauvreté.

L'indépendant : « La pauvreté dans le monde fait plus de morts que la guerre ».

Jeune Afrique Economie: Halte à la pauvreté des femmes. 1992

Journal de l'économie : Pauvreté ; les stratégies de lutte. 11 Décembre 1995.

Le Politicien : DAK'Quart monde.

SUD Quotidien : Dossier sur la pauvreté. Vendredi 21 Avril 1995

: Scandale de Mbeubeuss. Images accablants de la pauvreté
Centre ville de Dakar. Les squatters de cartons. 22 janvier 1996

: Drame des dépenses de Dakar. Le carton comme toit.
22 mars 1996.

: La pauvreté gagne la ville. 15 mai 1996.

: le Thiéboudienne des pauvres. Entre « aller simple » et photocopie 14
juin 1996.

Wal Fadjri : Front contre la pauvreté. 19 janvier 1996.

: Pauvreté. Faisons en notre affaire 28 février 1996

: Kaolack. Ndar. Gounda.

: Quand la misère devient nécessaire. 18 mars 1996

: Problèmes de la médina. Ces femmes hors quinzaine.
21 mars 1996

: Sans abri La saga d'une femme dans la rue. 13 octobre 1996

: L'apocalypse des gorgoorlu. 2 mai 1996.

: Pauvreté en milieu urbain. Quel rôle pour les communes
12 mai 1996

: Pauvreté urbaine. 15-16 mars 1997. P. 5.

La question de l'identité de la Société Civile continue à se poser mais la société civile comme site politique particulier dans une société moderne en cours de démocratisation, est une arène où une variété de mouvements sociaux et des organisations civiques de toutes les classes se constituent en ensembles d'arrangements, afin de pouvoir s'exprimer et défendre leurs intérêts.

Quelle définition donner à la société civile ? Certains penseurs la définissent comme l'ensemble des citoyens, la somme des individus et des organisations, exception faite des organismes publics, à savoir les associations des micro-entreprises, les groupes de défense de l'environnement, les associations civiques et commerciales, les partis politiques, les organisations philanthropiques, l'Eglise, les confréries religieuses, les communautés autochtones, les syndicats de travailleurs, et les groupes de femmes et de jeunes. Sans une société civile renforcée, mêmes les gouvernements démocratiques deviennent les administrateurs d'un type de développement qui suit une pente descendante et non ascendante. Il faut, certainement remonter aux origines du concept pour mieux le cerner.

2. L'émergence d'une société civile globale

a. L'archéologie du concept

Selon Mahmoud Mandani, le débat sur l'État et la société civile renferme, certes, des points de vues contradictoires mais constitue le soubassement de toute réflexion sur les mouvements sociaux et le processus de démocratisation.³⁰ La distinction État/société civile s'est faite dans le contexte de la théorie politique européenne. Et l'avènement de la société civile se trouve intimement liée à la démocratie.

Un des premiers théoriciens de l'idée reste Thomas Paine, qui dès la deuxième moitié du XVIII^{es}, a défini la société civile comme un cadre naturel de liberté par opposition à l'État. Cette

³⁰- Mahmoud Mamdani, *Formation de l'État et processus sociaux*. Document préparé pour le réseau d'étude du CODESRIA sur "les mouvements sociaux, les mutations sociales et la lutte pour la démocratie en Afrique". Réunion de Tunis, mai 1990.

Cf. Sociétés civiles : lieu des luttes sociales. Alternatives Sud. Cetri, l'Harmattan. Montréal, Paris 1998

- ngelhard Philippe : Quelques réflexions sur la prédiction démographique et la méthodologie des politiques de population. Dakar-ENDA. Système et prospective.
- neelhard Philippe , Sokona Youba
t Ben Abdallah Taoufik. : Pauvreté et environnement en Afrique : esquisse d'un diagnostic et d'une stratégie. Dakar. Octobre 1996
- fall Abdou Salam : Diagnostic de la pauvreté et stratégie de lutte dans la commune de Tambacounda . Rapport de synthèse. Mai 1996
- fall Abdou Salam (sous la direction de) : La pauvreté rurale au Sénégal : Diagnostic et stratégie de lutte. Rapport final. Dakar juillet 1997.
- FAO/IDEP : Work shop on dynamics of rural poverty in Africa Dakar 1992
- Gouvernement du Sénégal : Séminaire national sur les éléments de stratégie du programme national de lutte contre la pauvreté. Rapport de synthèse. Avril 1995
- Mbow Penda « La société civile au Sénégal : identification et rôle dans le processus démocratique ». Mardi de Brothier Dakar 24. 03. 1998. Non encore publié.
- MEFP : Programme de lutte contre la pauvreté. Stratégies et éléments de programme d'actions. Direction de la planification. Dakar déc. 1997
- MEFP : Programme national de lutte contre la pauvreté. Direction des Finances et de la planification. Document d'orientation. Dakar, avril 1995.
- Ministère de la ville : La pauvreté dans les villes : le cas des quartiers de l'agglomération dakaroise. Dakar novembre 1996.
- Moncef Kouidhi : Sénégal ; vers un développement humain durable : stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. PNUD. Dakar, 1994.
- Morin Luc et Kâne Ababacar : Projet Fonds d'Aide aux Initiatives de base (FAIB). Rapport de la mission d'évaluation. PNUD Dakar. Janvier 1993
- Ndiaye Alfred Inis : Sénégal. Poursuite des réformes et lutte contre la pauvreté. Analyse du contexte social. Banque Mondiale. Dakar juillet 1997.
- Ndiaye Paul : Chercheurs et ONG contre la pauvreté et pour l'environnement. ECOAFRICA. Abidjan 4-7 juin 1993
- Niang Oumoul K.
Diouf Amadou Guèye
Ba Moussa : La problématique du développement participatif : apport du PNUD.

b. Les caractéristiques générales

La société civile n'existe que lorsque émergent des citoyens conscients. "Ni prince, ni marchand : citoyen". Hommes et femmes, groupes et individus se regroupant pour agir ensemble et par eux-mêmes afin de changer les sociétés dans lesquelles ils vivent. Des personnes de toutes classes, croyances ou origines ethniques se sont organisées pour défendre la démocratie et les droits de l'Homme, se battre pour un développement plus équitable et un environnement plus sûr, ou tout simplement pour aider ceux qui se trouvent dans le besoin, ou améliorer la qualité de vie quotidienne dans leurs quartiers ou leurs communautés.³¹

Il s'agit là d'une extension des valeurs de solidarité et de responsabilité. Les interventions des citoyens ont de multiples facettes. Les sources d'inspiration peuvent être spirituelles, religieuses, morales ou politiques. Le dénominateur commun de cette mosaïque en changement perpétuel demeure la solidarité et l'intérêt pour le sort et le bien être des autres, où qu'ils se trouvent, qui qu'ils soient; le sentiment d'être le seul responsable et de ne dépendre que de sa propre initiative pour faire ce qui est juste; l'urgence de faire don de soi, de partager, de refuser l'injustice, la violence et l'oppression. Ce sont ces valeurs morales qui créent le dynamisme social et enrichissent la société civile.

En Amérique latine, les ONG se sont bâties une identité institutionnelle en s'opposant et en résistant ouvertement à un État autoritaire. Aujourd'hui, on tendrait vers un nouveau modèle d'échanges et de partenariat flexible entre les institutions de la société civile pour faire face aux réformes sociales et à la pauvreté.

Un autre champ de la société civile est lié à la fragmentation sociale, l'instabilité économique et l'incertitude de l'avenir qui donnent naissance aux préjugés, à l'intolérance et au racisme. La paix et la démocratie ne sont pas compatibles avec la pauvreté croissante et avec l'exclusion. La ségrégation sociale et géographique d'un nombre croissant d'individus ne peut que nourrir les tensions ethniques et la violence. Dans ce sens, les initiatives privées pour

³¹ Miguel Darcy de Oliveira et Rajesh Tandon, l'émergence d'une société civile. in *Citoyens du monde ou le renforcement d'une société civile mondiale*. CIVITAS

Bibliographie

ANNEXES

relations personnelles.

C'est au début du siècle que Malick Sy prit la résolution de quitter St-Louis. Son choix fut porté sur le Kayor qu'il connaissait déjà. Son désir de quitter Saint-Louis serait lié à sa volonté de ne pas entrer en conflit avec l'administration coloniale, de lever toute suspicion possible de la part de cette dernière. Par ailleurs, au Kayor on notait un affaiblissement du pouvoir traditionnel, ce qui explique le rôle très important que Malick Sy va jouer en tant qu'intermédiaire entre l'administration coloniale et les populations. C'est à partir de cette période que naîtra le rôle grandissant de la confrérie en tant qu'élément de la société civile.

Avec l'indépendance et le fait que le premier Président du Sénégal fut catholique dans un pays à plus de 90% de musulmans, les dirigeants de confrérie vont jouer un rôle prépondérant entre l'Etat et les populations.

L'autre segment de la société civile du Sénégal moderne reste les syndicats³³. Dès 1885, la Corporation des Charpentiers du Haut-Sénégal avait réussi à s'imposer au patronat comme interlocuteur respecté. Mais le grand tournant de la vie syndicale dans la colonie furent les grèves déclenchées entre décembre 1945 et février 1946. Ce mouvement fut soutenu par les chômeurs et les marchands, ceux qui trouvaient un intérêt à un changement. La grande grève des cheminots en 1947, en posant le principe de l'égalité de traitement entre Africains et Européens indiquait une tension *nationaliste*³⁴. Le mouvement syndical va contribuer à la contestation coloniale et l'indépendance. Avec une évolution marquée par des tensions parfois vives comme en mai 1968, 1969, le syndicalisme sénégalais est passé d'une phase combative à la participation responsable et de nos jours, à l'autonomie de plus en plus marquée.

L'évolution de la société civile est surtout marquée par le rôle des confréries religieuses, les groupes d'intellectuels et des syndicats qui avaient, durant la période coloniale, des préoccupations nationalistes. Aujourd'hui cette société civile s'est diversifiée et a de nombreux

³³- Cf. Iba Der Thiam, l'évolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936. Université de Paris I Sorbonne, thèse de doctorat d'État d'Histoire, 9 t. 1983.

³⁴- Boubacar Diop Bouba, les syndicats, l'Etat et les partis politiques. In Momar Coumba Diop, Sénégal. Trajectoire d'un État. Série des Livres du CODESRIA. Dakar 1992. p 479-500.

- des jeunes sans emploi ;
- des enfants dans la rue ;
- des vieillards sans soutien ;
- des filles-mères ;
- des talibés ;
- des familles dans la rue ;
- des diplômés chômeurs ;
- des paysans en zone climatique dégradée ;
- des déflatés du secteur privé et public ;
- des victimes de catastrophe ;
- des personnes victimes de conflits et réfugiés.

2- Déterminer les composantes de la société civile :

- porter un regard sur les nouvelles trajectoires de la société civile. Ainsi :
 - sur le plan politique, il serait intéressant d'étudier le rôle de l'ONEL dans le cadre de la supervision des élections;
 - au niveau culturel : étudier les nouvelles orientations et associations œuvrant à la promotion de la culture.

3- La géographie de la pauvreté en déterminant les zones prioritaires.

4- Analyser les initiatives satisfaisantes de lutte contre la pauvreté aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

5- Les stratégies de sortie de crise des populations.

6- Faire le bilan de la vie associative au Sénégal.

7- Etudier les rapports de partenariat entre l'État et la société civile.

L'Organisation Nationale des Droits de l'Homme du Sénégal (ONDH), depuis sa création en 1978, s'est distinguée par des actions aussi importantes que variées comme la promotion et l'enseignement portant sur les droits de l'Homme, la médiation dans les crises nationales, l'assistance judiciaire, l'observation du bon déroulement des consultations électorales, etc.³⁵ Ce travail très important de l'ONDH se trouve renforcé par celui de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) née en avril 1991. La RADDHO se fixe comme objectifs, d'informer les citoyens sur leurs droits, de collecter et diffuser des informations relatives à la situation des droits de l'homme, etc. Ces actions se complètent par celles menées par le Forum civil, la Ligue Africaine pour les Droits de l'Homme et des Peuples, et le Centre Africain pour l'Education aux Droits Humains (CAEDHU).

Toutes ces organisations de défense des droits de l'homme sensibilisent les pouvoirs publics pour le respect des droits sociaux des citoyens.

De façon beaucoup plus récente, on observe l'émergence de nouveaux mouvements de défense des Droits de la personne humaine comme ceux qui interviennent au niveau des prisons.³⁶ Toutes ces organisations ne sont pas directement impliquées dans la lutte contre la pauvreté mais contribuent à l'émergence d'une citoyenneté capacitaire. Qu'en est-il de celles qui sont directement impliquées dans la lutte contre la pauvreté ? Il s'agit d'abord :

- Des organisations paysannes.³⁷ Selon Donald Cruise O'brien, le mouvement paysan, de façon significative se trouve lié au rôle des Marabouts des différentes confréries religieuses, mais surtout mouride³⁸. Fondée sur une organisation sociale pyramidale, à la tête de laquelle se

³⁵ - Sidiki Kaba, Les droits de l'homme au Sénégal. Dakar, 1997.

³⁶ - On peut citer parmi ces organisations : SOS Prisons d'Afrique/Sénégal. Créée en septembre 1992, elle se bat pour l'amélioration des conditions de vie et de travail en détention et lutte pour la réinsertion socio professionnelle des prisonniers.

OIP/SEN. La section sénégalaise de l'Observatoire International Des Prisons est née le 1er juin 1996 et a pour buts d'agir pour le respect de la dignité des personnes détenues et de leurs droits dans tous les lieux de détention.

³⁷ - Ce point est abordé de façon très intéressante par Gudrun Lachenmann, *Civil society and social movements in Africa : the case of the Peasant Movement in Senegal*. The European journal of Development research. Vol 5 Number 2, december 1994. p 68 à 100.

³⁸ - Cruise O'brien, D., Donald B., *Ruling Class and Peasantry in Senegal, 1960-1976 : the Politics of monocrop Economy*, in Rita Cruise O'brien (ed.), The political Economy of underdevelopment : Dependence in Senegal London, Sage 1979.

RECOMMANDATIONS.

Les recommandations formulées, ici, résultent des leçons tirées du Focus Group discussions ainsi des enquêtes sur le terrain. Elles sont relatives au renforcement de la société civile en vue de sa plus grande implication dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Les recommandations contenues dans le document d'opérationnalisation de la Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) et Enda Tiers-Monde peuvent conforter celles du Focus Group.

Pour le renforcement des capacités de la société civile. Il s'agit de :

- réfléchir, étudier en profondeur le fonctionnement et l'organisation des composantes de la société civile ;
- OK* - créer les conditions d'une plus grande professionnalisation de la société civile ;
- renforcer son efficacité ;
- développer la transparence par des procédures de gestion claire ;
- renforcer la démocratie interne et garantir la tenue d'instances régulières ;
- bannir la tendance de certaines composantes de la société civile à rechercher de façon effrénée, des fonds ;
- la nécessité de redéfinir le rôle de la société civile qui ne doit pas être un simple agent d'exécution de projets ;
- la spécialisation des composantes de la société civile par une claire définition de leurs champs d'actions.

Concernant l'édiction d'un code de conduite :

- Les composantes de la société civile doivent travailler dans le sens du renforcement de leur *consortia* au lieu de livrer à une concurrence féroce ;
- La société civile doit :
 - cultiver une certaine sobriété ;
 - promouvoir une synergie entre ses composantes
 - instituer des organes de suivi des actions de ses membres dans des domaines spécialisés.

de l'État, ont sans nul doute accéléré ces dynamiques associatives"⁴⁰ Ce qu'il faut surtout retenir, c'est le caractère multifonctionnel de ces organisations paysannes qui associent appui à la production agricole à la mise en place d'infrastructures et de services aux populations ; parmi ces organisations paysannes, on peut citer la FONGS.

La Fédération des ONG du Sénégal (FONGS) est une fédération nationale d'associations paysannes. Constituée lors d'une réunion de dirigeants de groupes paysans à Dakar en 1978, elle acquit un statut juridique quatre années plus tard. En s'appuyant, au départ sur le soutien de partenaires français et néerlandais, la fédération prit son essor à partir de 1985. Dès 1987, on distinguait en son sein, des groupes paysans de toutes dimensions avec 200 000 membres, ce qui représente environ, un million de personnes familles incluses.⁴¹ Parmi les objectifs de la FONGS, on peut citer : la constitution d'un stock de semences et d'engrais, avec la création de banques de céréales dans les villages, l'extension de champs communaux dans le but de constituer des stocks alimentaires pour assurer la soudure entre les récoltes. A côté de ces activités pour un renforcement des capacités agricoles, on peut ajouter : l'institution de fonds renouvelables par le biais de l'aide alimentaire ; un regain d'efforts en faveur de la diversification des cultures et de la création d'emplois non agricoles en milieu rural ; la mise en place de moyens de formation avec les cours d'alphabétisation.

- Les associations de consommateurs. Le mouvement consommateur constitue un phénomène récent au Sénégal avec ENDA Tiers-monde en 1987 et la naissance de l'Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSÉN) en 1989. On peut répertorier aujourd'hui près d'une dizaine d'associations avec des préoccupations qui tournent autour de la protection de l'environnement et l'accès aux biens et services de base (eau, électricité et téléphone)⁴² Ces

⁴⁰ - Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques. Sous la direction de J.-P. Jacob et Ph. Lavigne Delville. Paris Khartala, p 9-10

⁴¹ - Partenaires dans l'action pour le développement : les organisations non gouvernementales. OCDE Paris 1988, p 55.

⁴² - Pour toutes ces informations, nous remercions, M. Amadou Kanouté, Président du Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation Internationale des Consommateurs (O.I.C). Outre l'ASCOSÉN et ENDA, on peut citer :

- Association pour la Défense de l'Environnement et des Consommateurs (ADEC), fondée le 1er mai 1991, reconnue le 23 novembre 1994 ;
- Association Sénégalaise de Défense des Usagers de l'eau, de l'Électricité, des Télécommunications et des services (ADEETELS), créée en juillet 1990 ;
- Association Sénégalaise pour la Défense de l'environnement et des Consommateurs (ASDEC). Fondée le 1er mai 1991 et reconnue le 16 février 1995 ;
- Ligue des Consommateurs et Ecologistes du Sénégal (LCES). Date de création, 1er mai 1994 ;

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'institution d'un code d'éthique et de conduite, doit contribuer à donner plus d'espoir aux populations démunies car le culte de la transparence à travers la mise sur pied de mécanismes de contrôle et d'auto-régulation s'avère indispensable.

4. Pour une rationalisation des rapports recherche/action sur le terrain

Les stratégies fondant des actions peuvent être les suivantes :

- Intégration des approches des composantes de la société civile par les chercheurs notamment en matière de solution des problèmes de pauvreté, d'environnement, de développement.
- Identification et analyse des initiatives et des stratégies d'adaptation populaires. Celles-ci concernant la perception du stress, les formes d'adaptation aux conditions défavorables, le recours à des technologies anciennes ou nouvelles.
- Modalités de coordination des interventions dans le cadre du renforcement des capacités d'action sur le terrain des chercheurs et de l'orientation du cadre d'intervention de la société civile en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté.
- La formation professionnelle et la collecte des informations constituent autant de créneaux où des programmes pourraient permettre aux pays en développement de disposer de technologies provenant des pays industrialisés.
- La définition du rôle des groupes-clés comme les femmes. Ainsi la recherche et la collecte de données doivent mettre l'accent sur les connaissances et l'engagement des femmes dans la gestion des ressources naturelles et les réduction de la pauvreté.
- Développer un esprit scientifique pour le développement durable. A ce

La longue expérience des femmes dans l'organisation et celle du monde paysan peuvent être considérées comme le socle sur lequel repose toute la dynamique de la société civile sénégalaise.

- Des syndicats. Comme on l'a évoqué plus haut, les syndicats constituent un élément essentiel de la société civile dans la lutte contre la pauvreté. Les privatisations, la précarité de l'emploi, les salaires inconsistants projettent les syndicalistes au devant de l'actualité. Ainsi, l'année 1998 est marquée, au Sénégal par l'incarcération du leader de la centrale autonomiste, l'UNSAS (Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal), Mademba Sock dont le syndicat (le SUTELEC) a engagé une bataille contre la privatisation de l'électricité, le licenciement de Thiaba Mbaye, la secrétaire générale du syndicat des Banques et établissements bancaires du Sénégal (SYTBEFS) et les péripéties de luttes des travailleurs de la Société des Transports du Cap-Vert (SOTRAC), se situant entre licenciements, chômage technique et emprisonnement.

Cette présentation des acteurs impliqués dans la lutte contre la pauvreté montre la complexité des défis qui interpellent le citoyen sénégalais au moment où on note un affaiblissement et un recul du rôle de l'État. Mais les véritables acteurs, dans la lutte contre la pauvreté demeurent les Organisations Non Gouvernementales (ONG) dont le bilan sera abordé.

3. Les défis de la société civile sénégalaise.

La complexité des problèmes requiert une approche à la fois globale et différenciée des défis à relever. A la société civile se pose, la nécessité d'une conscience citoyenne, participative au cœur de laquelle se situe la problématique de l'éducation, du civisme, de la laïcité mais aussi de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, toutes les formes de fraudes, une répartition plus équitable de nos maigres ressources, la lutte contre la pauvreté, la dégradation de l'environnement. Tout ceci doit aboutir à une culture démocratique et de paix.

a. Au plan politique : asseoir une démocratie véritable

Trois conditions sont essentielles à son avènement :

des populations, les partenaires au développement et la société civile.⁵¹ Cette approche permet de s'assurer la cohérence des interventions et d'éviter les redondances. par ailleurs, l'État va s'appuyer, davantage, sur les ONG et Organisations Communautaires de Base (OCB) pour l'exécution de l'activité sur le terrain tout en donnant aux populations et collectivités, l'occasion de renforcer leurs capacités techniques à s'impliquer activement dans la conception et l'exécution des actions et au partage des coûts de celles-ci.

Il faut aussi voir dans cette nécessité de coordonner les actions, une modalité de l'accentuation de la décentralisation, une plus grande responsabilisation des populations et de leurs organisations de base.

Au Sénégal, la décentralisation est un long processus qui est arrivé à maturation avec l'érection des régions en collectivités locales, depuis la réforme de 1996. Il faut signaler que la régionalisation a suscité un grand espoir au sein de la société civile. Il est apparu à cette dernière de réaménager le cadre de ses interventions et de mieux asseoir son partenariat avec le pouvoir institutionnel et la communauté des bailleurs de fonds.

Dans ce même ordre d'idées, *le focus group discussions* a fait ressortir la nécessité d'un partenariat renforcé entre la société dans sa globalité et les pouvoirs institutionnels dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. La mobilisation contre la pauvreté ne connaîtra le succès escompté que lorsqu'elle bénéficiera de soutiens plus larges et variés.

Les pauvres seuls, aussi organisés soient-ils, ne peuvent imposer les changements qui aboutiront à l'éradication de la pauvreté. Ce sont, donc, toutes les composantes de la société qui doivent y prendre part. Alliances, partenariat et compromis, soutendus par une vision claire, constituent les seuls moyens viables pour venir à bout de ce fléau.

Cette synergie entre acteurs pour une plus grande efficacité dans le domaine de la lutte contre la pauvreté favoriserait aussi bien les possibilités d'implication des services techniques ainsi que l'extension des cadres de concertation à tous les acteurs de la société civile à la base,

⁵¹ MEFP, *Programme de lutte contre la pauvreté*. op cit. p 5.

nous avons besoin d'une certaine efficacité; seulement la nécessité de moderniser notre société combinée à la pauvreté ne manque pas de créer des tensions et seule une société civile forte peut parer à d'éventuels dérapages.

b. Au plan social : aider à l'émergence d'une nouvelle citoyenneté

On peut la considérer comme une utopie. Elle repose sur une très vieille idée, aussi vieille que la politique elle-même, celle de la citoyenneté. On peut rêver que la participation active et permanente des citoyens au gouvernement de la cité soi encore possible. Rêver que chacun, à partir de sa situation et de ses aspirations singulières, puisse mettre en œuvre, avec d'autres, des pratiques citoyennes permettant de transformer en positif l'espace dans lequel, ils déploient leurs activités et d'inventer ainsi de nouvelles identités sociales.

L'État-nation est aujourd'hui en crise. Reposant sur la définition d'une entité absolue, abstraite, il a permis de gérer le compromis social (cf. la sortie du gouvernement du P.D.S, la crise casamançaise, l'insécurité au Boundou, la mutinerie en Guinée Bissau qui est un prolongement de la rébellion casamançaise, etc.) L'issue en sera peut être un progrès de la démocratie, ou bien un repli étroit.

La citoyenneté, telle quelle est conçue jusqu'à présent, a pour fondement l'allégeance à un État censé représenter une nation abstraite, unie culturellement et socialement homogène. La nouvelle citoyenneté se définit d'abord en opposition : les citoyens ne sont plus propriété de l'Etat, c'est l'État qui est propriété collective des citoyens.

La nouvelle citoyenneté n'est pas parcellisable ou hiérarchisable (castes, ordre, ethnies ?). Elle s'applique à tous les aspects du réel social, de l'échelle locale au plan national. Elle prend en compte les collectivités, elle est diverse et doit correspondre aux formes multiples revêtues par l'organisation sociale (associations de quartiers, *mbotaay*, regroupements culturels, religieux, etc.). C'est ce qui donne tout son sens à la réforme des collectivités locales car il s'agit de penser un mode d'existence collective qui garde de la tradition libérale *civile*, l'idée d'autonomie de l'individu comme acteur social et la combine avec la notion d'identités collectives, sans renvoyer celles-ci à la sphère du socio-privé.

CHAPITRE V : LES STRATEGIES POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE.

Les perspectives doivent se structurer autour de l'établissement d'un réseau de la société civile, la mise sur pied d'un cadre de collaboration entre l'État, les bailleurs de fonds et la société civile, enfin la définition d'un code d'éthique et de conduite.

1. La mise sur pied d'un réseau de la société civile dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Les objectifs à viser doivent se situer autour d'une identification d'ONG, d'associations et autres groupements de base, capables de participer à une grande mobilisation pour la lutte contre la pauvreté et de susciter la mise sur pied de structures associatives dans les zones où elles sont quasi-inexistantes.

Parmi ces objectifs, on peut ajouter la définition de critères de pré-sélection des ONG et autres groupements, sur la base d'entretiens et d'évaluation des actions. Ces structures doivent prendre conscience que seule une implication perceptible constitue le critère déterminant et la seule alternative véritable pour lutter contre la pauvreté. La responsabilisation des ONG, ASC et autres groupements de base, en tant qu'artisans d'un changement de mentalité, constitue le gage d'une pérennisation de l'activité d'encadrement et d'éducation pour enrayer la pauvreté et ouvrir des perspectives nouvelles pour une politique de bien-être familial.

Le nombre important d'intervenants empêche, pour le moment, la coordination des objectifs et d'une stratégie. La plupart des intervenants agissent au gré des financements obtenus de l'extérieur. Les actions de l'Etat sont éclatées entre plus d'une dizaine de ministères et des centaines de programmes et projets qui souvent n'ont pas la même vision de la pauvreté.

Comment définir, par exemple, un programme crédible en matière de lutte contre la pauvreté sans disposer, au préalable, d'informations relativement fiables, non seulement de ceux qui se trouvent dans une situation opérationnelle, mais aussi des populations ciblées?

- Critique des idéologies de la compétence, du nationalisme, de l'élitisme républicain.
- Critique en second lieu, des institutions (présidentielisme fort? parlementarisme? régionalisation? sénat ?), du mode de régulation démocratique (rythme des élections?), du type de rapport qu'il articule entre l'État et la société civile
- Y critiquer nos pratiques, y compris, de nos expériences associatives d'où l'importance du bilan à faire du rôle des O.N.G .

Le projet d'une nouvelle citoyenneté, outre sa fonction critique ne tirera sa légitimité que de ce qu'il ouvre un vaste champ d'expérimentation, d'innovation, d'épanouissement et d'une volonté de penser globalement tout en agissant localement. La nouvelle citoyenneté c'est indissociablement, dans notre imaginaire politique, une critique de la société au nom de la société, l'invocation d'une sociabilité enracinée, populaire, constitutive, et la volonté de contribuer à la constitution et à l'articulation d'identités sociales nouvelles et multiples.

A l'élitisme républicain, à une conception capacitaire et nationalitaire de la citoyenneté, au face à face individu-lobbies de toutes sortes/Etat, on oppose une citoyenneté fondée sur le "Vivre ensemble" dans la singularité, la diversité, la conflictualité des situations, des appartenances et des solidarités. La citoyenneté se trouve ainsi devoir être repensée. C'est bien en définitive, la citoyenneté qui désigne les processus par lesquels se saisissent des valeurs symboliques et les transforment en comportements qui assurent la cohésion et le dynamisme des sociétés.

La société civile- si tant est qu'on puisse personnifier le concept- aspire à la paix civile, à la sécurité, donc au respect des règles communes qui permettent de faire l'économie des conflits et d'envisager le long terme nécessaire à la réalisation des projets. La société civile règle en son sein, les conflits potentiels (action préventive au moyen des règles de bonne conduite intériorisées) et avérées (conciliation).

souci principal de comprendre et de prendre en charge les préoccupations des populations." Ces préoccupations n'excluent pas une prise de conscience grandissante et un changement dans les attitudes; seulement, la question des moyens demeure lancinante.⁵⁰

Dans des domaines aussi fondamentaux que la sociologie, les travaux de grande envergure scientifiques sont rares. Depuis la thèse d'Abdoulaye Bara Diop sur *la Société wolof* dont la publication remonte à plus de 20 ans, rien de vraiment consistant n'a été publié. Les sociologues qui devaient tirer les conclusions sur les grandes mutations en cours sont dispersés dans des études souvent commanditées par les bailleurs de fonds et qui ne présentent pas des possibilités de synthèse.

Pourtant depuis plus d'une décennie, comme l'a si bien montré Momar Coumba Diop dans l'étude qu'il a dirigée sur la pauvreté urbaine, l'économie sénégalaise est soumise à une série de réformes structurelles. Malgré un important soutien financier externe (BM, 1993 : 18), les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des sacrifices consentis par la Communauté nationale. Il est tout à fait légitime de se demander pourquoi car les réponses peuvent ne pas toujours être exogènes mais liées à des attitudes mentales.

d. Manque de moyens des organisations de la société civile

Les actions de la Société Civile dans le domaine de la pauvreté n'ont pas fait l'objet d'une étude systématique ou d'un suivi permettant de caractériser ce qui a été tenté en faveur des groupes les plus démunis de la société. Sur les 613 ONG recensés en octobre 1996, Dakar et Thiès renfermeraient près de la moitié des organisations, ce qui ne montre pas une répartition équilibrée.

Les sources officielles insistent sur l'insuffisance des moyens de toutes natures pour assurer un suivi pertinent des actions de la Société Civile. Dans ces conditions, il est particulièrement difficile, sur la base des données disponibles, de les caractériser avec des

⁵⁰ - Paul NDIAYE : chercheurs et ONG contre la pauvreté et pour l'environnement. Rôle conjugué dans les stratégies d'action environnementale et participation de la société civile. Colloque International sur le développement durable en Afrique. APED, CODESRIA, ENDA. ECOAFRICA 93. Abidjan 4-7 juin 1993. p 2.

anticonstitutionnels, et ils refusent à encourager ou à tolérer chez les autres, le recours à des actions anti-démocratiques. La réussite démocratique d'un pays comme le nôtre, est liée, non seulement, à la place grandissante qu'y occupent les valeurs démocratiques, mais aussi à leur enracinement dans nos traditions historiques et culturelles.

"La culture politique traditionnelle du Sénégal contrebalançait les valeurs autoritaires par une tendance naturelle au débat et du jeu politique ainsi que par la limitation constitutionnelle de l'autorité monarchique. Les influences libérales venues de la culture occidentale poussent, elles aussi, dans le sens de la démocratie dans les couches inférieures- très négligées et aliénées - de la population et par l'intérêt grandissant dont jouissent les doctrines islamiques autoritaires auprès d'une partie de l'élite. "

Une vie associative riche peut ajouter au rôle des partis, en stimulant la participation politique, en accroissant l'efficacité des citoyens, en recrutant et en formant de futurs responsables politiques et en renforçant l'attachement au système démocratique; une des expériences démocratiques les plus réussies dans le Tiers-monde - à savoir l'Inde comme le Costa Rica et le Vénézuela-, c'est sur le vigoureux réseau des associations bénévoles, autonomes et de plus en plus évoluées, qu'ont pour une large part reposé la stabilité et la robustesse du système démocratique.

Les associations bénévoles peuvent s'occuper de réformes linguistiques ou juridiques, de la modernisation de l'enseignement, de la défense de la liberté de la presse, des activités civiques et des droits de la femme. Si aujourd'hui, les organisations syndicales et les associations paysannes, de pêcheurs, étudiantes ou patronales s'alignent souvent sur les partis politiques, elles agissent aussi de manière autonome dans le sens de leurs intérêts.

Là où la vie associative est dense, institutionnalisée et autonome, elle contribue à faire reculer le pouvoir autoritaire et se traduit par des pressions efficaces en faveur de la démocratie. Une société civile et l'autorité de l'Etat sont toutes deux indispensables pour promouvoir une justice sociale.

milieux peu hospitaliers car, souvent délaissés par l'État.

L'évaluation doit porter sur la critique de l'action des composantes de la Société civile. Seulement l'une des tares les plus importantes des associations et organisations de la société civile reste l'absence de coordination mais aussi la fiabilité des critères de choix d'encadrement.

a. Dispersion des actions

Dans le rapport de mission d'évaluation pour le Projet Fonds d'Aide aux Initiatives de Base (FAIB) commandé par le PNUD, les consultants Luc Morin et Ababacar Kâne déploraient le manque de réactualisation de la banque de données sur les ONG depuis 1989.

En 1996, la banque de données répertoriait 226 ONG sur les 613 agréées par le gouvernement. De plus, un second répertoire contenant 98 projets a été produit. Le système peut répondre en tout temps à des demandes d'informations spécifiques sur le travail des ONG. Les principaux utilisateurs d'un tel service sont les bailleurs de fonds et les ministères.

Dans le cadre de cette enquête du FAIB, sur les 17 micro-projets financés, 8 étaient encore actifs. Il ressort que les micro projet répondent à des besoins réels des populations. Les résultats des 5 micro-projets sont mitigés et leur viabilité financière n'est pas acquise. Il faut mentionner que l'exécution assurée par les ONG d'encadrement n'a pas répondu à une démarche rigoureuse de gestion. De plus, la durée et le financement accordé aux ONG et aux groupements bénéficiaires sont souvent insuffisants pour assurer la pérennité des actions. La grande dispersion géographique des micro projets et la localisation des ONG à l'extérieur des zones d'intervention constituent des facteurs limitant l'efficacité du suivi.

En terme d'impact, les micro-projets sont des moyens objectifs de soutien à la consolidation du développement local, de diversification des activités économiques et d'insertion des jeunes dans des activités productives. Par ailleurs, certains dangers subsistent quant à la création d'une mentalité d'assisté social du fait de la politique de subvention et de l'appropriation des retombées des projets par un certain nombre de leaders, au détriment des plus démunis et des femmes en particulier.

mais aussi la conception de la famille large qui inhibe les initiatives individuelles contribuent à différer l'éradication de la pauvreté.

Dans le même ordre d'idées, on peut noter que certaines valeurs sociales sur lesquelles reposait l'équilibre de la société sont entrain de disparaître. Ainsi se développe de plus en plus dans les centres urbains et dans une moindre mesure en milieu rural, l'individualisme. Cet individualisme est aussi le reflet d'une prise de conscience des individus et de la pauvreté. Mais avant de saisir le rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté, qui sont les véritables acteurs de la société civile.

certaines fléaux tels la prostitution, la mendicité, la délinquance et la malnutrition parmi les couches les plus défavorisées.

En plus, la fonction reproductrice des femmes est aggravée par leur statut nutritionnel parfois déplorable alors que le fardeau des travaux domestiques et de subsistance ne cesse de croître. Le faible niveau d'encadrement, de scolarisation et de formation ne fait que perpétuer leur statut de citoyennes de deuxième ordre. Dans les zones péri-urbaines et particulièrement dans le monde rural, elles n'ont pas tiré grand profit des progrès réalisés au fil des ans en matière de santé, d'éducation et de participation réelle à la vie économique. L'accent a été mis particulièrement, dans certaines zones comme Pikine et Reubeuss, sur les ONG menant des activités liées à l'alimentation et à la nutrition ou ayant une expérience en matière de mobilisation sociale ou de gestion. De façon générale, les GIE, Groupements féminins présentent des potentialités qui, le plus souvent sont peu ou pas du tout exploitées faute d'un encadrement adéquat. Cependant, quelques structures ont réussi à s'organiser et à mener des activités concrètes de développement. C'est ainsi que leur choix a été déterminé par la représentativité dans leur zone d'intervention, l'expérience en mobilisation sociale, la permanence et le dynamisme dans la pluralité des activités et l'existence de personnes ressources.

Dans la région de Pikine, plusieurs ASC, GIE, Groupements de Femmes et autres types d'associations ont vu le jour. Non fonctionnelles du fait d'une attente constante d'assistance, elles ne développent pas d'initiatives locales. Les ASC, comme partout, ne travaillent que pendant les vacances et s'adonnent principalement aux activités sportives. Tandis que la majorité des GIE mènent des activités privées. Les groupements de femmes, bien que dynamiques, sont insuffisamment encadrés et n'arrivent pas à s'organiser afin de participer pleinement au développement communautaire. Cette situation se vérifie surtout à l'intérieur du Sénégal, où après plusieurs années de sécheresse, on note un exode massif des hommes ; ce qui ne manque pas d'entraîner l'apparition de certains fléaux tels, le chômage, la prostitution et la pauvreté qui, à l'heure actuelle constituent un handicap majeur.

L'absence de structures de développement et de ressources potentielles a plongé les populations, en particulier les femmes et les jeunes dans un état de dénuement et de désarroi

a. Bilan de l'action des ONG.

Le champ d'intervention des ONG a concerné des domaines où, curieusement, la recherche universitaire africaine présente des faiblesses évidentes :

- mobilisation sociale et sensibilisation ;
- santé et hygiène collective ;
- éducation et formation de masse.

Elles montrent aussi un dynamisme remarquable dans l'application sur le terrain de programme d'action en hydraulique rurale, foresterie, agriculture durable, environnement problèmes de population. Il faut relier le dynamisme des ONG au fait que "*les ONG d'environnement nationales et internationales, sont les partenaires des pouvoirs publics qui mettent en exécution les projets et les programmes relatifs à l'environnement. Toutes ces ONG constituent un véritable réseau d'informations variées concernant l'environnement et le développement dans le monde*"⁴⁸

Ainsi dans le document sur la *Contribution des ONG*, les membres du CONGAD, pour définir le contexte de leurs actions, partent de la sécheresse des années 70 et le désengagement de l'Etat des dépenses sociales du fait de la mise en œuvre de sa politique d'ajustement structurel, les ONG ont été amenées à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement économique par l'appui multiforme aux populations démunies. Selon toujours le CONGAD, les données disponibles pour évaluer l'action des ONG remontent en 1972.

Pour l'année en cours, 1998, le CONGAD compte 108 ONG membres, 67 d'entre elles étaient sénégalaises, 10 africaines et 31 internationales.. Leur mauvaise répartition sur le territoire sénégalais est criarde; Dakar et Thiès comptent le plus nombre d'ONG.

L'impact des ONG en matière de création d'emplois est réel. Selon le document du

⁴⁸- Abdesselam KADI-L'environnement : prise de conscience-ACTA GEOGRAPHICA, n° 93, mars 1993/1, rev. trim., Paris, p 23. L'auteur ajoute que "le nombre d'ONG pour la protection de l'environnement est en croissance continue même dans le Tiers-monde en dépit de la misère, de la récession économique et de l'arbitraire politique. Cela traduit assurément la prise de conscience du public face à la dégradation de l'environnement étant donné que les ONG sont la représentation populaire la plus large possible. Cité par Paul NDIAYE, op cit.

au dépistage et la récupération nutritionnelle des enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes; pour l'UNICEF, à une étude des comportements, attitudes et pratiques des populations de Matam et de Podor sur l'Initiative de Bamako (IB); pour le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), étude de l'impact de l'assistance alimentaire du HCR/PAM sur la situation nutritionnelle des réfugiés; enfin pour l'AGETIP, étude des ONG, GIE et autres associations de base pour le Programme Nutrition Communautaire, en 1994.

- Etudes de la situation socio-économique et nutritionnelle des réfugiés et autochtones de Bakel 1992 (CRDI).
- Supervision de la construction des cases de santé pour les réfugiés Médecins du Monde (MDM).
- Implication et participation des populations à la mise en place de l'IB au niveau de ces cases (MDM).
- Formation et anthropométrie nutritionnelle et supervision des infirmiers.

Comme on peut s'en rendre compte, en matière nutritionnelle l'essentiel des activités des ONG se limite pour le moment à des études. Seulement des organisations comme L'ASSOCIATION DES POSTES DE SANTÉ PRIVÉS CATHOLIQUES (APSPCS), en raison de leur expérience ont pu diversifier leurs activités. En effet, l'APSPCS créée en 1967 a voulu répondre aux besoins des populations les plus déshéritées du Sénégal. Elle regroupe 70 postes de santé dans tout le territoire national, qui ont une vocation résolument préventive et éducative à travers le curatif. En outre, elle a participé à la formation d'agents polyvalents de santé qui ont un rôle déterminant auprès des structures de base; formation à la base avec la méthode GRAAP (Groupe d'Appui et de Recherche à l'Auto-promotion paysanne).

En résumé, on peut dire que les ONG qui ont des préoccupations liées à la lutte contre la pauvreté se confondent en grande partie à celles des ONG citées. Il s'agit de :

- de la santé, de l'éducation, de l'emploi ;
- de l'éducation alimentaire et nutritionnelle qui constitue un volet prioritaire de leurs activités ;

principalement, sur l'hydraulique villageoise.

WVI, pour pallier au déficit hydraulique qui avoisine parfois, 40% dans certaines communautés rurales, prévoit la réalisation de 30 forages⁴⁹. Pour compléter ce volet hydraulique, WVI développe un programme de maraîchage dont l'objectif est d'augmenter le revenu monétaire des populations.

L'option de WVI s'inscrit, à travers ses différents programmes, au développement d'une approche participative des populations visant à les responsabiliser davantage. Ces expériences de WVI s'apparentent à la démarche de l'Union pour la Solidarité et l'Entre-aide (USE).

L'Union pour la Solidarité et l'Entraide (USE) a mis en place, dans l'arrondissement de NGANDA, un projet destiné à améliorer les conditions de vie des populations. Cette localité, située au cœur du Sénégal, est confrontée à des difficultés qui ont pour noms : rétrécissement des périmètres de culture, pauvreté des sols du fait de l'absence d'intrants et de matériels agricoles, enfin une pluviométrie irrégulière voire en forte baisse. Ces facteurs ont engendré la chute de la production agricole et la chute du pouvoir d'achat des paysans.

C'est face à ces difficultés que l'USE s'est installée depuis 1987 à NGANDA et a initié un certains projets dans les domaines d'activités suivants :

- *Responsabilisation des populations et en particulier des femmes et des jeunes* ;
- *Lutter contre l'analphabétisme;*
- *Diversification des activités productives;*
- *Intégration agriculture-élevage;*
- *Maîtrise des techniques de productions;*
- *Auto-suffisance alimentaire;*
- *Allègement des travaux de la femme;*
- *Approvisionnement en semences et céréales;*
- *Insertion des groupements dans les circuits de productions, de*

⁴⁹ Cf Abdou Salam Fall et allii, op cit. p 146.